

***l'Anti*capitaliste**

n°538 | 8 octobre 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE L'ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT



NON À LA LOI "SÉPARATISME"!

Dossier

NOS VIES, PAS LEURS PROFITS!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Incapables, irresponsables
et dangereux
Page 2

PREMIER PLAN

Antiracisme. Les sans-papiers
marchent vers l'Élysée
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Haut-Karabakh. La haine et ceux
qui la parrainent
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Delphine Glachant,
présidente de l'Union syndicale
de la psychiatrie Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Incapables, irresponsables et dangereux

Chaque semaine qui passe nous montre à quel point le gouvernement navigue à vue dans la « gestion » de la crise sanitaire. Les annonces incomplètes, changeantes, contradictoires, incohérentes... se succèdent, avec néanmoins une constante : tout est fait pour que nous continuions d'aller bosser pour faire tourner la machine capitaliste. Ainsi, en région parisienne comme dans d'autres villes, on ne pourra plus désormais aller à la piscine... mais continuer à s'entasser dans des métros et des bus bondés. Défense d'aller prendre un verre dans un bar... mais obligation d'aller enseigner dans des classes surchargées. Interdiction d'organiser un pique-nique à plus de 10 dans un parc... mais l'atelier confiné avec 25 collègues, ça continue. Le virus circule, c'est une certitude, et la situation sanitaire a de quoi inquiéter. Il ne s'agit donc évidemment pas de contester la nécessité d'adopter des comportements responsables et d'éviter de participer à la diffusion massive de la maladie. Mais comment garder son calme face à un gouvernement qui prétend résoudre une crise sanitaire en se contentant de multiplier les limitations, les interdictions, les sanctions... tout en continuant de laisser mourir l'hôpital public ? Comment fermer les yeux lorsque des dizaines de milliards d'euros sont injectés dans les caisses du patronat alors que rien n'est fait pour embaucher des personnels hospitaliers, pour organiser des distributions de masques gratuits ou pour mettre en place un véritable système de prévention et de dépistage efficace ?

Sept mois ont passé depuis la première vague de l'épidémie, mais rien n'a été fait pour développer une véritable politique de santé publique. Le gouvernement joue avec le feu, et donc avec nos vies, obsédé qu'il est par le « redémarrage » de l'économie et incapable de sortir de son logiciel néolibéral.

Lorsque l'on sait qu'il faudra probablement attendre un an avant d'avoir un vaccin, on mesure à quel point la situation actuelle est intenable. Les capitalistes et leur personnel politique ont fait faillite, et il est plus que temps d'affirmer, au côté des personnels de santé, de toutes celles et tous ceux qui se battent pour réorganiser le travail ou pour défendre leurs emplois, quitte à les reconverter, que c'est à nous de prendre nos affaires en mains. À nous de décider !

BIEN DIT

Au lieu d'affronter les urgences sanitaires, sociales, on discute de manière un peu routinière, avec un petit côté de déjà-vu, sur la façon dont doivent s'habiller des jeunes filles. C'est fou. Les lycéennes en crop top de 2020 sont aussi, à mon avis, les victimes collatérales d'une angoisse diffuse qui active les désirs autoritaires de contrôle du corps des femmes. Au risque de nous faire régresser collectivement.

CHRISTINE BARD (historienne), lemonde.fr, 5 octobre 2020.

À la Une

Contre l'islamophobie d'État Non à la loi « séparatisme » !

En pleine crise sanitaire et alors que la crise sociale se poursuit et s'approfondit, avec plus de 800 000 emplois déjà supprimés et des menaces qui pèsent contre des centaines de milliers d'autres, Macron et son gouvernement ont décidé de mettre à l'ordre du jour (et à la Une des médias) la « lutte contre le séparatisme ». Une grossière et dangereuse opération de stigmatisation et de diversion.

Vendredi 2 octobre, il n'aura fallu que quelques minutes de discours pour que les masques tombent : pour Macron, « séparatisme » = « islamisme ». S'en est suivie une longue litanie au cours de laquelle le président, tout en prétendant refuser de se laisser entraîner par « le piège de l'amalgame », a aligné les poncifs racistes et islamophobes, sur un ton catastrophiste, jetant la suspicion sur l'ensemble des musulmanEs.

Toujours plus de stigmatisation

Après avoir expliqué que l'un des principaux terreaux de l'« islamisme radical » était le sentiment de relégation chez des populations vivant dans « des quartiers où les promesses de la république n'ont pas été tenues », Macron a dégainé une longue liste de mesures répressives : obligation de neutralité étendue aux salariéEs du privé assurant des délégations de service public ; renforcement du contrôle des associations et des possibilités de les dissoudre ; ingérence accrue de l'État dans le culte musulman, au nom de la volonté de « bâtir un islam des lumières » (sic)... Ce n'est qu'à la toute fin de son discours qu'il a évoqué la question de la relégation spatiale et sociale, se contentant d'exhiber son bilan (pour autant désastreux en la matière, avec les attaques répétées contre les services publics et le développement accru de la pauvreté, des inégalités et du racisme policier), et de promettre qu'il allait continuer sur la même voie. Comble de l'arrogance et de la provocation, Macron a expliqué que sa lutte contre le « séparatisme islamiste » reposait sur « cinq piliers » – référence à peine voilée aux cinq piliers de l'islam. Pas à une outrance près, Macron a dénoncé les conducteurs de bus qui refuseraient des passagères

en raison de leur « tenue indécente »... devant un partenaire de ministres parmi lesquels Jean-Michel Blanquer, pourfendeur des shorts et des tee-shirts trop courts des jeunes filles.

« Les catholiques n'ont rien à craindre »

Dans les jours qui ont suivi le discours de Macron, Gérald Darmanin et Marlène Schiappa ont multiplié les sorties médiatiques, et confirmé ce que l'on avait pu comprendre du discours de Macron. À quelques heures d'intervalle, Darmanin a ainsi déclaré, à propos de la loi « séparatisme » que « l'islam français doit être certain que tous ses fidèles considèrent les lois de la république comme supérieures à celles de leur dieu » (le Journal du dimanche) et que « les catholiques n'ont rien à craindre » (la Croix). Schiappa, de son côté, s'est livré à un lamentable amalgame entre

polygamie et nationalité étrangère, expliquant que les situations de « polygamie de fait » déboucheraient sur... des expulsions du territoire. Alors que pas un jour ne passe sans une nouvelle attaque islamophobe, qu'elle soit physique – agressions, incendies de mosquée – ou verbale – dans les grands médias ou sur les réseaux sociaux –, Macron et son gouvernement, loin de s'opposer à ce racisme antimusulman, le reprennent à leur compte. Pire encore : le discours du 2 octobre et les mesures annoncées vont renforcer encore un peu plus la stigmatisation et les discriminations contre les musulmanEs.

Contre les vrais séparatistes, mobilisation !

Le vrai « séparatisme » est en réalité à rechercher du côté des puissants, de la bourgeoisie et de son

gouvernement. Ce sont eux qui excluent, ou laissent exclure, les femmes voilées de tous les aspects de la société, même lorsqu'il s'agit de donner des recettes de cuisine sur internet ou de venir témoigner devant une commission parlementaire. Ce sont eux qui refusent de voir les discriminations structurelles et qui, par leurs discours méritocratiques, les encouragent. Ce sont eux qui maintiennent dans la relégation politique, sociale et spatiale, les populations racisées, les accusant ensuite, sans honte, de préférer se regrouper entre elles plutôt que de « se fondre dans le moule républicain ».

Les riches et les puissants sont les vrais séparatistes, eux qui refusent de contribuer à la solidarité nationale en dissimulant leurs fortunes, par l'évasion et la fraude fiscales, qui se regroupent dans des quartiers réservés aux riches, qui mettent leurs enfants dans des écoles que personne ne peut se payer, organisant une reproduction sociale destinée à perpétuer leur domination.

Il s'agit de s'opposer avec force à ce basculement dans une islamophobie d'État. Des mobilisations sont en préparation contre la loi « séparatisme » notamment à l'initiative du Collectif du 10 novembre contre l'islamophobie, qu'il s'agit d'appuyer et de construire, pour refuser le renforcement des discriminations et des attaques contre les musulmanEs et affirmer que nous ne nous laisserons pas diviser. Contre leur « séparatisme » social, nous devons lutter toutes ensemble : pour l'emploi avec l'interdiction des licenciements et des suppressions de poste, pour des services publics gratuits et accessibles à toutes, contre la précarité de nos vies, contre le racisme, avec les sans-papiers le 17 octobre, pour l'égalité !



ANTIRACISME

Les sans-papiers marchent vers l'Élysée

Des échos venus de Lyon et de Rennes.

Lyon, une étape réussie

La marche nationale des sans-papiers, axe sud-est, est arrivée à Lyon le jeudi 1^{er} octobre. Lyon, une des étapes les plus importantes, à mi-parcours de Marseille à l'Élysée. Le chaleureux accueil des LyonnaisEs a permis aux marcheurs, fatigués par le long trajet depuis Marseille, de se ressourcer, se redynamiser, profitant de quelques jours de pause. Les marcheurs ont été logés par la Cimade, l'Espace communal de la Guillotière, association culturelle lyonnaise réquisitionnée de façon pérenne par les soutiens des migrantEs pour leur accueil, et de nombreux particuliers qui ont ouvert

leurs portes. Ils ont fort apprécié ce confort bienvenu.

Le samedi à 14 heures, tout le monde s'est retrouvé place Bellecour pour les prises de parole et le départ de la manifestation, organisée par le Collectif de soutien aux réfugiés et migrants 69, collectif unitaire regroupant une quarantaine d'organisations et dans lequel le NPA local est très actif. Quelques prises de parole, dont celle d'Anzoumane Sissoko qui était descendu de Paris, et de chaque CSP participant à la marche, ont rappelé les revendications des marcheurs : les deux actes précédents (manifestations du 30 mai et du 20 juin) sont restés sans réponse de la part de



l'Élysée, Macron n'a pas eu un mot pour ces premiers de corvée pendant la pandémie (aides-soignantes, personnel d'entretien, livreurs de repas, aidants à la personne et dans les EHPAD). Il ne reste comme solution pour faire entendre leur revendication principale (la régularisation globale de tous les sans-papiers) que d'aller le chercher à l'Élysée et de camper devant jusqu'à ce qu'il les reçoive.

Enthousiasmée par ces propos, la manifestation a démarré, en marche vers la préfecture. 300 sans-papiers ont pris sa tête derrière la banderole unitaire, les suivaient près de 2000 manifestantEs reprenant en chœur les slogans... Le trajet de quelque 8 kilomètres a traversé les quartiers populaires où les passants applaudissaient, prenaient les tracts avec bienveillance. La police est restée très discrète. Plusieurs comités du NPA étaient présents : Lyon, Bourg-en-Bresse, Annecy et Paris 18.

La marche grand ouest est partie de Rennes

Depuis des semaines, des exiléEs et des soutiens s'étaient mobilisés pour préparer cette grande marche des

Un monde à changer

LE CAPITALISME, C'EST MORTEL. Madame Parly est une ministre qui n'hésite pas à se décerner un grand satisfecit pour son bilan à la tête du ministère de la Défense. Dans une interview au *Parisien*, elle se félicite : « Nous serons le premier recruteur de France en 2021, nous embaucherons 26 700 jeunes, certains très qualifiés, d'autres sans aucune qualification. » Et elle aligne des chiffres qui donnent le tournis en pleine crise sanitaire et économique : « Au total et en cumulé les armées disposent de 18 milliards d'euros de plus qu'elles n'en avaient en 2017. » Ça, c'est pour financer les expéditions néocoloniales des armées françaises en Afrique ou payer les déploiements maritimes en Méditerranée pour appuyer les rododromes de Macron face à Erdogan. Mais ce n'est pas tout, l'investissement dans les équipements et infrastructures pour tuer et détruire avec les technologies les plus pointues, c'est, dixit Mme Parly non seulement « indispensable pour réparer nos armées après des années de sous-investissement, et la montée des tensions autour de l'Europe en montre la nécessité » mais, plus

encore, « un outil au service de la relance économique ». Et d'ailleurs : « Nous aurons investi au total depuis 2019 et d'ici 2023, 110 milliards d'euros soit le montant du plan de relance ». Un condensé du gâchis éhonté de ce système capitaliste en crise : les gouvernants investissent sans compter dans les technologies mortifères mais, pour les soignantEs, ce sera 8,2 milliards d'euros pour solde de tout compte alors que le système hospitalier ne peut pas faire face à la crise sanitaire. Il n'y a pas d'argent pour financer, dans l'Éducation nationale, des créations d'emplois et de locaux permettant d'assurer aux enfants et aux personnels de travailler dans des conditions de distanciation physique... Il n'y a pas d'argent pour construire des logements sociaux de qualité ni pour accueillir les réfugiéEs ou les personnes sans domicile. Mais en fait si : il y a de l'argent ! Et il faut le prendre notamment là où il devient une menace, pour l'utiliser là où il y a des besoins vitaux à satisfaire. Nos vies, pas leurs profits.

RÉPRESSION **Le 12 octobre, toutes et tous à Poitiers en soutien aux « 4 de Melle » !**

Le 12 mars dernier, trois enseignantEs du lycée Joseph-Desfontaines de Melle, Cécile, Aladin et Sylvie, étaient suspendus pour quatre mois. En cause ? Leur engagement lors de la grève contre les épreuves du bac Blanquer, les fameuses E3C. Sept mois plus tard, l'acharnement se poursuit et une quatrième collègue est à son tour inquiétée.

En janvier et février derniers, un vent de révolte se levait contre l'organisation catastrophique d'un bac au rabais, faisant suite aux mobilisations de l'année passée contre la réforme du bac. De nombreux lycées étaient bloqués par les lycéenEs, avec le soutien des personnels en grève. Face à cette mobilisation, le ministère n'a eu qu'une réponse : l'envoi de la police, avec des interventions particulièrement violentes. Le 3 février, à Melle, cet acharnement à faire passer les épreuves conduisait la direction du lycée à enfermer les élèves dans des salles, mettant des sangles aux portes, des cadenas aux fenêtres, allant jusqu'à couper les alarmes incendie en donnant comme consigne de ne pas évacuer les élèves en cas d'incident !

« Logique de combat contre la réforme et contre la hiérarchie »

Aujourd'hui, non seulement la direction du lycée n'a jamais été

condamnée pour cette mise en danger des élèves, mais ce sont nos collègues qui sont poursuiviEs par la hiérarchie. En juillet dernier, le rectorat annonçait, en dehors de tout cadre légal, le renouvellement de la mise à pied des collègues pour quatre mois supplémentaires. Puis, en septembre, on apprenait que c'était non plus trois, mais quatre enseignantEs, qui étaient convoqués en CAPA disciplinaire ! Pire encore, après consultation de leur dossier administratif, les collègues ont découvert que « l'enquête administrative » diligentée par le rectorat se conclut en expliquant que les collègues « doivent être déplacés car ils restent dans leur logique de combat contre la réforme et contre la hiérarchie » !

En voulant sanctionner les 4 de Melle, le ministère Blanquer cherche à faire taire toute contestation contre ses réformes. Après la grève contre les épreuves E3C, c'est une vague répressive sans précédent qui s'est abattue dans le secteur. Dans au moins 12 académies, comme à Clermont-Ferrand,

Cahors, Bordeaux, Montauban, Strasbourg, Montbrison... des collègues ont été inquiétés et menacés de sanctions disciplinaires. À cela s'ajoutent les convocations policières et poursuites judiciaires contre les personnels mobilisés au cours de la grève interprofessionnelle de décembre dernier, comme à Nancy, Aubervilliers...

Politique autoritaire du gouvernement

Cette vague répressive dans le secteur est l'expression de la politique autoritaire du gouvernement Macron contre toutes celles et ceux qui relèvent la tête contre sa politique et contre le patronat. C'est ce qu'ont compris les 4 de Melle et le comité de soutien qui s'est formé autour d'eux. Pour stopper la répression, il ne suffira pas de se battre au cas par cas, mais de construire un mouvement d'ensemble pour faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi, d'emblée, les 4 de Melle ont construit leur mobilisation comme une mobilisation nationale, pour l'ensemble du

secteur de l'éducation, et en tissant plus largement des liens au niveau interprofessionnel. Ce sont ces liens tissés avec d'autres secteurs qui ont permis de construire le meeting interprofessionnel contre la répression du 16 septembre dernier. Cette politique a permis également d'obliger les directions syndicales à prendre position clairement. Pour la première fois dans l'éducation nationale, une intersyndicale nationale CGT Éduc – FNEC-FP-FO – SNES-FSU – SUD Éducation appelle les personnels à participer au rassemblement organisé le 12 octobre. Une intersyndicale nationale Fonction publique (CGT, FO, FSU, Solidaires) appelle également à participer au rassemblement. Dans plusieurs académies et départements, des intersyndicales appellent clairement à la grève, comme à Poitiers, en Isère... Le 12 octobre, nous serons donc nombreux et nombreuses à monter à Poitiers pour soutenir nos quatre collègues, et dire non à la répression !

Correspondant

Le chiffre 130

C'est le nombre de personnes qui ont été placées en garde à vue suite à une action menée par des groupes écologistes à Roissy-Charles-de-Gaulle pour dénoncer les conséquences désastreuses du trafic aérien sur le climat. Parmi elles, cinq journalistes qui couvraient l'événement. L'autoritarisme est, malheureusement, toujours en marche.



Agenda

19 septembre-17 octobre, marche nationale des sans-papiers.

Lundi 12 octobre, manifestation pour les « 4 de Melle » contre la répression dans l'éducation ! Poitiers. À 13h devant le rectorat de Poitiers.

Mardi 13 octobre, rassemblement « Relaxe pour Victor et Roga », Versailles (78). À 12h30 à la cour d'appel de Versailles (5, rue Carnot). Voir article page 9.

Mardi 13 octobre, Rencontres de la librairie La Brèche avec Omar Slaouti et Olivier Le Cour Grandmaison, Paris 12°. Autour du livre *Racismes de France* qu'ils ont dirigé. À 19h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12°, M° Daumesnil.

Judi 15 octobre, rassemblement pour obtenir la réintégration de Gaël Quirante, Cergy (95). À partir de 9h devant le tribunal administratif de Cergy (RER Cergy-préfecture). Voir article page 8.

Samedi 17 octobre, manifestation nationale des sans-papiers, Paris. À 14h, à République.

NO COMMENT

Si on fait de la repentance « plus-plus », on a de l'intégration « moins-moins »

JEAN-MICHEL BLANQUER, à propos du passé colonial de la France, BFM-TV, 4 octobre 2020.

solidarités. Et le samedi 3 octobre, c'est sous une pluie battante que ce sont rassemblées des dizaines de personnes, avec l'appui de collectifs de Nantes, Angers, Montreuil et Paris. Les différents collectifs ont pris la parole, et nous avons entendu le ras-le-bol des militantEs sans papiers qui ne sont pas près de lâcher la lutte, comme nous l'a expliqué un membre du collectif d'Angers :

« Qui n'a pas d'emploi digne, stable ? C'est nous les sans-papiers, puisqu'on n'est pas légal dans ce territoire. Et pourtant on lutte tous pour la liberté de circulation [...] sans aucun contrôle d'identité ! En France tu peux pas marcher un kilomètre sans croiser la police qui te demande "Monsieur est-ce que vous avez vos papiers d'identité ?" et franchement y'en assez, y'en assez ! On veut nos papiers, tous et toutes, et on veut lutter pour la fermeture des centres de rétention pour nos frères et

sœurs qui sont rapatriés sans aucun jugement ! »

Le cortège s'est ensuite élançé en manifestation en direction d'un parc où nous avons piqué-niqué joyeusement. La pluie n'a pas entamé la détermination des marcheurEs qui ont enfin pris la direction de la première étape, Liffré. Ils et elles traverseront l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, l'Orne et l'Eure-et-Loire. Chaque étape sera ponctuée par des actions, des soirées d'information. Tout ce chemin, avant de rejoindre la grande manifestation du 17 octobre à Paris à laquelle se rallieront des personnes qui viendront en car. Tout ce chemin pour :

- la régularisation de touTEs les sans-papiers ;
- la fermeture des CRA ;
- des logements dignes et pérennes pour touTEs ;
- l'égalité des droits.

CorrespondantEs



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CRISE SOCIALE

Il n'y a pas que les patrons de bar qui « prennent cher »

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a déclaré le mardi 6 octobre que les patrons de bar et de restaurant « prennent très cher ». Certains d'entre eux sont effectivement en difficulté, voire en grande difficulté. Presse et radio ne cessent de nous en parler, mais on note qu'elles ne s'intéressent guère à leurs salariéEs et plus généralement aux millions de personnes qui subissent le poids de la crise.

Selon une première étude réalisée durant le confinement par l'Institut de recherches économiques et sociales, 35% des actifs n'avaient pas perçu l'intégralité de leur rémunération à la suite du confinement : 6% des actifs ne touchaient plus aucun revenu et 29% des actifs seulement une partie de leur revenu (activité désormais à temps partiel, chômage partiel ou technique). Ces proportions étaient très variables selon la catégorie sociale. Outre les artisanEs et petitEs commerçantEs, les plus touchés ont été les ouvrierEs et les employéEs.

Un recul rare en temps de paix

Depuis, plus de 700 000 personnes ont perdu leur emploi et cela continue avec la vague des plans sociaux et des suppressions d'emplois sous toutes leurs formes. Cela se traduit dans l'activité des organismes humanitaires. C'est ce que montre la nouvelle édition du baromètre de la pauvreté Ipsos/Secours populaire, qui enregistre un recul rare en temps de paix : un Français sur trois a subi une perte de revenus depuis le confinement. Parmi elles et eux, 43% des actifs disent avoir perdu une partie de leurs revenus. Et 16% des répondants enregistrent même une perte qu'ils qualifient d'« importante ». C'est le cas d'un tiers des ouvrierEs et de près d'un quart des personnes au bas de l'échelle des revenus (moins de 1200 euros net par mois).

Si près de la moitié des Français aurait mis de l'argent de côté durant le confinement, un tiers n'arrive chaque mois qu'à boucler péniblement son budget ; tandis que 18% sont systématiquement à découvert.

Déjà, le précédent baromètre Ipsos/Secours populaire avait montré « une dégradation sans précédent » des conditions de vie des plus précaires en 2019. Une dégradation sans doute liée à la baisse des allocations logement, surtout pour les familles monoparentales, la hausse de la CSG, le changement des prestations d'accueil des jeunes enfants et la réduction des contrats aidés (qui ne sont pourtant pas une solution).

Craintes sur l'avenir des plus jeunes

Pour payer leurs loyers, de nombreux ménages sont désormais obligés de rogner sur leurs autres dépenses. Pour ceux qui sont dans la situation la plus difficile, de début mars à la mi-avril, le Secours populaire a assuré en urgence l'alimentation de 1,3 million de personnes contre 3,3 millions sur toute l'année 2019. Une vague qui a continué pendant l'été. Les étudiantEs, nombreux à occuper des petits boulots pour financer leurs études, représentent une autre catégorie touchée par la crise.

Les craintes sont aussi très fortes sur l'avenir des plus jeunes : 81% des personnes interrogées considèrent que le risque de pauvreté est plus élevé pour leurs enfants que pour eux-mêmes. Cette inquiétude a été réactivée par la fermeture des écoles : 44% des parents d'enfants scolarisés pensent que leurs enfants ont pris du retard à cette occasion. La crainte de voir ses enfants décrocher à l'école est particulièrement présente chez les ouvrierEs : 25% pensent que leurs garçons et leurs filles ont pris un retard qu'il leur sera très difficile, voire impossible, à rattraper. Le confinement a accentué les inégalités scolaires, avec le « manque de matériel informatique (ordinateurs, imprimantes) et d'accès à internet pour suivre l'école à distance, des logements exigus ne permettant pas de s'isoler pour étudier dans le calme », souligne le Secours populaire.

Henri Wilno

ÉTATS-UNIS

Trump contracte le Covid, sa campagne est en crise

Les élections US et l'avenir du pays sont à nouveau en question. Tôt le matin du 2 octobre, Donald Trump a tweeté que lui et son épouse Melania avaient tous deux contracté le coronavirus.

Depuis lors, il a été révélé que d'autres, y compris le directeur du bureau présidentiel et le responsable de la campagne de Trump, avaient également été testés positifs au Covid-19, ainsi que d'autres personnes de son entourage. Trois sénateurs républicains sont également concernés.

Trump pris à son propre jeu

Les cas de la Maison Blanche et du Congrès semblent être le résultat d'événements politiques récents organisés par les Républicains, sans respecter les consignes sanitaires (distanciation, port du masque) alors que certains de ces événements se sont déroulés à l'intérieur. Trump et les autres personnes testées positives devraient être mis en quarantaine pendant quatorze jours, ce qui ralentira la campagne du président.

Trump, homme obèse de 74 ans, est dans une catégorie à haut risque avec une probabilité beaucoup plus élevée de maladie grave ou de décès. Ses médecins l'ont fait transporter à l'hôpital militaire Walter Reed où il a reçu un cocktail encore expérimental d'anticorps monoclonaux, ainsi que du Remdesivir, qui est



devenu un traitement standard pour les cas graves de Covid.

Au cours des derniers mois, Trump avait qualifié le coronavirus de canular, minimisé sa gravité, affirmant que ce n'était pas pire qu'un rhume ou la grippe. Il a constamment contredit les avertissements des responsables de la santé publique, suggéré des traitements dangereux et, non seulement il ne voulait pas porter de masque, mais il a découragé sa famille, ses amis et ses collègues, ainsi que ses millions de fidèles, de le porter. Lors du premier débat présidentiel quelques jours auparavant, il a tourné en dérision son opposant démocrate Joseph Biden pour avoir porté un masque. Pour beaucoup, la maladie du président semble être une justice poétique ou un châtement divin, mais c'est simplement de la science : avec son refus de porter un masque et de la distanciation, il a attiré la maladie sur lui-même.

Les premières réactions à ces événements suggèrent qu'ils contribueront à la spirale descendante continue de la campagne de Trump, qui a perdu des soutiens en raison de sa mauvaise gestion de la pandémie. Mais il est trop tôt pour dire avec certitude quel en sera l'effet.

L'élection la plus importante depuis les années 1930

Alors que Trump fait l'objet de reportages incessants, environ 800 États-UnienEs meurent de la maladie chaque jour et 210 000 sont morts jusqu'à présent à cause de la mauvaise gestion du président, qui laisse les États-Unis avec des tests inadéquats, une recherche des contacts inefficace et aucune autorité pour assurer la quarantaine ou l'isolement des personnes touchées. Quelque 74 millions d'États-UnienEs ont été diagnostiqués comme porteurEs de la maladie, mais peu, voire aucunE, recevront le type de soins que Trump reçoit des meilleurs

médecins de l'un des principaux hôpitaux du pays.

L'élection présidentielle, qui aura lieu le 3 novembre, sera la plus importante depuis les années 1930. Elle pourrait bien déterminer si la démocratie US – avec toutes ses limites – continue d'exister ou est remplacée par un gouvernement autoritaire, peut-être même par une forme de dictature. Au moment où Trump est tombé malade, la plupart des sondages montraient que Biden menait d'environ 10 points et, le 3 octobre, le *Financial Times* prévoyait que Biden remporterait la majorité du Collège électoral : il serait aujourd'hui quasiment assuré de 279 grands électeurs contre 125 à Trump (il en faut 270 pour gagner l'élection). Mais gagner les votes pourrait ne pas suffire à porter sans encombre Biden à la Maison Blanche, d'autant que le décompte des voix peut être compliqué. Le président Donald Trump, autoritaire et raciste, a polarisé le pays, encourageant la croissance des mouvements nationalistes blancs militants qui incluent des organisations armées quasi fascistes. Trump a déclaré qu'il n'accepterait pas nécessairement les résultats ; il essaiera de les contester devant les tribunaux ; et il est à craindre qu'il revendique de toute façon la victoire et utilise son autorité pour se maintenir dans ses fonctions. Tous les grands médias d'information et les réseaux sociaux discutent ouvertement de la possibilité que Trump refuse de quitter son bureau et d'abandonner le pouvoir.

L'impact de la maladie de Trump sur les élections reste incertain. Quoi qu'il arrive, la gauche devra être sur ses gardes, prête à résister. **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

FACE À LA DICTATURE

Le courage inouï des ÉgyptienEs

Depuis le 20 septembre, date anniversaire des protestations de l'an dernier qui avaient conduit à plus de 4 000 arrestations, une vague de manifestations secoue l'Égypte.

Les manifestations ne sont pas cantonnées aux grandes villes comme Le Caire ou Alexandrie, mais touchent des villes et villages du Delta, de Moyenne et Haute-Égypte. Pourtant le pouvoir a tout fait pour essayer de les tuer dans l'œuf. À l'approche du 20 septembre, des forces de police ont été positionnées autour de la place Tahrir et des bâtiments clés, les forces de l'ordre ont interpellé et fouillé des passantEs et arrêté préventivement plus de 1 000 personnes, essentiellement des jeunes, tout cela sur fond d'état d'urgence installé depuis 2017. Rien n'y a fait, les manifestations ont eu lieu et on pouvait entendre les slogans suivants : « N'ayez pas peur », « Sissi doit partir », « Va-t-en balha [en arabe la datte, sobriquet dont on affuble Sissi] », « Sissi a tué vos enfants », « Sissi détruit vos familles », « Sissi a vendu notre eau ». La police a dispersé rapidement les rassemblements après des heurts parfois violents. Des véhicules de police ont été attaqués, brûlés, près de 400 manifestantEs ont été arrêtés dont de nombreux mineurs avec les chefs d'inculpation habituels :



participation à un groupe terroriste (sous entendu les Frères musulmans), diffusion et propagation de fausses rumeurs, mauvais usage des réseaux sociaux, participation à des manifestations illégales. Trois manifestants au moins sont morts sous les balles de la police.

Les causes du mécontentement

La pandémie a exacerbé les conditions économiques et sociales déjà terribles dans lesquelles se débat l'immense majorité des 100 millions d'habitants. Le chômage évalué officiellement à 10% devrait

doubler et touche particulièrement les jeunes diplômés. La perte de revenus du tourisme, des frais de passage du Canal de Suez et des envois de fonds des travailleurEs des pays du Golfe ont entraîné des licenciements, des réductions de salaire et une misère généralisée. La plupart des travailleurEs émigrés ont été licenciés et sont rentrés chez eux. L'Égypte a été contrainte de demander de nouveaux prêts et a encore rogné les subventions sur les produits de base. La galette de pain, aliment essentiel, est passée de 110 g à 90 g pour le même prix,

l'électricité et l'eau ont à nouveau augmenté...

Mais ce qui a mis le feu aux poudres est la nouvelle loi sur les constructions illégales. En effet, depuis 2011, à cause de la pression démographique et faute de logements, beaucoup de constructions ont été bâties sur des terres arables du Delta et de la vallée, ce qui est interdit, mais aussi dans toutes les villes, particulièrement à Alexandrie. Le gouvernement a commencé à démolir les maisons bâties sans permis, mais les habitantEs pouvaient l'éviter en payant une lourde amende, ce qui laissait entendre qu'il s'agissait d'un racket pur et simple. La colère a été telle que le gouvernement a été contraint de réduire fortement les amendes et surtout d'allonger jusque fin octobre les délais de paiement.

Briser le mur de la peur

En descendant dans la rue, les ÉgyptienEs ont fait preuve d'un courage inouï, toute velléité de s'opposer au régime pouvant se solder au mieux par la prison, la torture ou pire par la mort ou la disparition. Alors que la contre-révolution n'a pas cessé, depuis 2011, de vouloir éradiquer chez les ÉgyptienEs le sentiment qu'un mouvement de masse pouvait changer les choses, ces manifestations prouvent que le peuple n'a pas dit son dernier mot. Les revendications de 2011 (pain, liberté, dignité et justice sociale) sont toujours en attente de réalisation. **Hoda Ahmed, le 2 octobre 2020**

HAUT-KARABAKH

La haine et ceux qui la parrainent

Des morts par dizaines, des blessés par centaines, civils ou militaires : ce qui n'était il y a huit jours que des accrochages inquiétants bascule désormais vers la vraie guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans le Caucase sud, pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh, une ancienne « République autonome » à l'époque de l'URSS, appartenant à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan mais peuplée très majoritairement d'Arméniens.

Il y a trente ans, l'effondrement de l'URSS avait déclenché un embrasement nationaliste guerrier qui s'était soldé par 30 000 morts et des déplacements de centaines de milliers de personnes. Le Haut-Karabakh a déclaré unilatéralement son indépendance, ce que l'État azerbaïdjanais a contesté et qui n'a pas été reconnu internationalement – par l'Arménie non plus. Indépendance de cette enclave montagneuse ? Retour à l'Azerbaïdjan ? Rattachement à l'Arménie ? Depuis un cessez-le-feu le 16 mai 1994, la question reste béante. Des départs de feu n'ont cessé de marquer l'actualité, les derniers en avril 2016 et plus récemment en juillet 2020.

Chants guerriers locaux

Le conflit est donc entré dans une guerre ouverte entre l'Azerbaïdjan (10 millions d'habitants) et l'Arménie (3 millions d'habitants). À l'instar des autorités du Karabakh, les gouvernants de Bakou et d'Erevan ont décrété la mobilisation générale (à commencer par les jeunes de dix-huit ans) et promulgué des lois martiales et couvre-feux. Les dirigeants Nikol Pachinian et Ilham Aliiev brandissent les morts du camp adverse comme des trophées. Chacun y va de son ultra-nationalisme, de la prétendue invincibilité et gloire de ses « fils héroïques ». Et les religions s'invitent : chrétiens du côté

arménien (bien que toutes et tous ne le soient pas !), musulmans de l'autre (idem). Nul ne peut dire quel engrenage au juste a mené là. Pour des dirigeants de pays très pauvres, où les richesses pétrolières (en ce qui concerne l'Azerbaïdjan) déclinent et ne profitent qu'à une minorité oligarchique, il est tentant de nourrir la population de chants patriotiques... Mais des médias se font déjà l'écho d'une certaine panique de populations qui espéraient une offensive éclair mais ne s'attendaient pas à des bombardements, une guerre et déjà l'exode.

Parrains régionaux

La guerre est par ailleurs attisée par les puissances régionales : Turquie, Russie, Iran voire Israël... Ne serait-ce qu'en pourvoyeuse d'armes voire de mercenaires. La Turquie aurait envoyé en Azerbaïdjan des centaines de mercenaires syriens et le régime d'Erdogan, dans son cours répressif forcené, pourrait trouver intérêt à cibler – en plus des Kurdes et de ses opposants de gauche –, la minorité arménienne qui vit en Turquie, en tout cas réagiter le spectre de « la question arménienne » et du génocide de 1915. Israël de son côté aurait vendu à l'Azerbaïdjan un arsenal d'armes sophistiquées. Et la Russie continue à jouer sur les deux tableaux : alliée de l'Arménie qu'elle fournit en armes



WIKIMEDIA COMMONS

et autres moyens de survie (non sans contreparties politiques), sur le territoire de laquelle elle maintient une base militaire, elle n'en ménage pas moins ses relations avec l'Azerbaïdjan qui demeure son « étranger proche », auquel elle vend également des armes, partage des intérêts en mer Caspienne, exploite un nombre non négligeable d'Azéris immigrés en Fédération de Russie. Dans cette zone stratégique et riche en pétrole, les puissances régionales soufflent donc sur les braises pour défendre leurs intérêts. Et derrière elles, la France, l'Allemagne, les États-Unis font mine de vouloir apaiser le conflit, appellent au cessez-le-feu... mais ménagent surtout

les relations complexes et intéressées qu'elles entretiennent avec les puissances régionales. D'où ces conflits sanglants, improbables mais réels... entre peuples dont la force serait au contraire de se liquer contre ce grand jeu impérialiste, contre cet encastrement infernal – à la manière de poupées russes – d'intérêts locaux, régionaux, mondiaux... Un siècle tout juste après un événement de septembre 1920 qui avait marqué la région et le monde – le congrès des peuples d'Orient, à Bakou, convoqué par les Bolcheviks –, oui il faudrait renouer avec l'internationalisme prolétarien.

Michelle Verdier

INÉGALITÉS L'Afrique exporte plus de capitaux qu'elle n'en reçoit

Chaque année, au moins 89 milliards de dollars de capitaux sortent d'Afrique de manière illicite.

C'est ce que constate la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) dans un rapport récemment publié. La Cnuced est un peu marginale parmi les organismes internationaux : elle publie des rapports souvent intéressants et parfois un peu critiques de la mondialisation libérale dont les États, bien entendu, ne tiennent à peu près aucun compte.

L'Afrique : un « créancier net du reste du monde »

L'évaluation de la Cnuced est probablement sous-estimée, le rapport lui-même le souligne. Ces sorties de capitaux recouvrent aussi bien des fuites illicites de capitaux vers l'étranger que des pratiques fiscales et commerciales illégales comme la fausse facturation des échanges commerciaux. Dans ce domaine, la fausse facturation est l'élément essentiel de la fraude (elle consiste à minimiser les volumes ou les prix des produits afin de réduire les taxes dues aux pays où la production a eu lieu). S'y ajoutent les revenus



DR

provenant des marchés illégaux, de la corruption ou du vol. Des milliards sont envoyés vers les paradis fiscaux ou sont utilisés à des placements et achats dans les pays développés. Le secteur des matières premières est en première ligne. Il y a bien sûr le pétrole mais pas seulement : or, diamants, platine, etc. Ces sorties illicites de capitaux sont quasi équivalentes au total de l'aide publique au développement reçue par les pays africains (48 milliards de dollars) et des investissements directs étrangers (54 milliards de dollars) pour la période 2013-2015. De 2000 à 2015, ce sont 836 milliards de dollars qui ont disparu. Comparé au stock total de la dette extérieure de l'Afrique, qui s'élevait à 770 milliards de dollars en 2018, cela fait de

l'Afrique un « créancier net du reste du monde », selon le rapport.

Services publics saignés

Ces sorties de capitaux privent les États africains de ressources. Ainsi, le rapport indique que, dans les pays africains où les sorties illicites sont élevées, les gouvernements dépensent 25% de moins pour la santé que les pays où elles sont faibles et 58% de moins pour l'éducation. Le rapport montre également que la lutte contre la fuite illicite des capitaux pourrait générer suffisamment de fonds d'ici 2030 pour financer près de 50% des 2400 milliards de dollars dont les pays d'Afrique subsaharienne ont besoin pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets.

La Cnuced appelle à aider les gouvernements africains à lutter contre ces phénomènes qui les prive de ressources, et à la coopération internationale. Mais le rapport est discret sur les acteurs et les bénéficiaires de ces trafics. Certains noms apparaissent, comme celui d'Isabel dos Santos, la fille de l'ex-président angolais José Eduardo dos Santos, que son père avait nommée présidente de la Sonangol, la compagnie nationale angolaise des hydrocarbures. Milliardaire, elle est accusée (entre autres) de fraude, de détournement de fonds et de blanchiment d'argent. C'est un cas parmi d'autres qui est sorti à la faveur d'une relève au sein de la clique qui dirige l'Angola.

Multinationales corruptrices

Mais il serait totalement faux de se polariser sur les dirigeants africains. Pour qu'il y ait des corrompus, il faut qu'il y ait des corrupteurs. Et ceux-ci se trouvent du côté de sociétés occidentales « respectables » comme la française Total (pour le pétrole), la sud-africaine De Beers (pour les diamants), l'anglaise Anglo American (or, platine, diamants, minerais divers), l'américano-suisse Glencore (cuivre, zinc, pétrole...), etc. Les mouvements illicites de capitaux, les manœuvres pour échapper à l'impôt, les commissions illégales sur les contrats se montent chaque année dans le monde à des centaines de milliards de dollars. En fait, c'est une des arrières-cours particulièrement rentables d'un capitalisme qui se soucie peu de morale dès lors qu'il y a des occasions de profit.

Henri Wilno



Le monde en bref

Kanaky. Vers l'indépendance

Nous relayons le communiqué du collectif Solidarité Kanaky, dont le NPA est membre.

À l'occasion du deuxième référendum organisé le 4 octobre 2020, le peuple Kanak a, une nouvelle fois, très largement confirmé sa volonté de mettre fin à la colonisation française et d'accéder à l'indépendance. Le résultat est amplifié en ce sens par rapport au résultat du premier référendum du 4 novembre 2018. Les résultats, là où le peuple kanak vit majoritairement, sont éloquentes : 84,3% de « oui » à l'indépendance dans la province des Îles et 77,8% dans celle du Nord (29,1%, dans la troisième province, celle du Sud).

Résultat global : 46,6% pour l'accès à l'indépendance (43,6% en 2018). Il intègre le vote de milliers de personnes directement issues de la politique de peuplement de la colonie appliquée durant des années par l'État français, et ignore les nombreuses et nombreux Kanak qui, une fois de plus, n'ont pu voter. Les organisations membres du collectif Solidarité Kanaky sont en France, dans l'État colonial, pas en Kanaky. Nous n'entendons nullement agir ou décider à la place des femmes et des hommes de Kanaky. Cela revient au peuple Kanak !

Prolongeant notre engagement anticolonialiste, qui est celui d'une partie du mouvement syndical, associatif et politique français, notre rôle est d'informer sur la réalité coloniale, d'être solidaires contre la répression, de soutenir celles et ceux qui luttent pour leur indépendance. Le droit à l'autodétermination du peuple Kanak est inaliénable.



DR

Iran. Solidarité avec les victimes de la répression

Extraits d'un communiqué intersyndical.

En Iran, vouloir constituer des organisations syndicales indépendantes du pouvoir est considéré comme un crime.

Condamné à 6 ans de prison, Djafar Azimzadeh, dirigeant de l'Union libre des travailleurs d'Iran avait été informé le 18 mars 2020 qu'il allait être libéré. Mais il a été brusquement transféré en cellule isolée dans la prison Redjæi Shahr, située dans la commune de Karadj, à l'ouest de Téhéran.

Il est très affaibli du fait de ses nombreuses grèves de la faim et sa contamination par la Covid-19.

Esmail Abdi et Mohammad Habibi, syndicalistes enseignants, sont également emprisonnés dans des conditions extrêmement rudes.

Il en va de même pour nombre de personnes exprimant des opinions ou convictions déplaisant au régime comme trois membres de l'Association des écrivains iraniens (WA), Baktash Abtin, Reza Khandan et Keyvan Bajan.

Ils ont été condamnés et emprisonnés pour leur action au sein de l'association, ainsi que l'organisation d'une cérémonie en hommage au poète iranien Ahmad Shamlou, mort en 2000.

Nasrin Sotoudeh, avocate et militante des droits humains a été condamnée à 12 ans de prison pour avoir défendu une jeune iranienne opposée au port du voile. [...]

Les prisons iraniennes sont surpeuplées et insalubres. L'accès aux soins de santé y est extrêmement limité, voire inexistant.

Elles constituent pour ces raisons un terreau fertile pour la Covid, comme le dénonce un rapport accablant publié en juillet 2020 par Amnesty International.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FSU, Union syndicale Solidaires et UNSA demandent :

- la libération sans conditions de Nasrin Sotoudeh, Djafar Azimzadeh, Esmail Abdi, Mohammad Habibi, Baktash Abtin, Reza Khandan et Keyvan Bajan ainsi que de toutes les prisonnières d'opinion, syndicalistes et écrivains.

- la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection contre la Covid-19 de toutes les personnes emprisonnées, et leur permettre d'accéder aux soins.

La rentrée a été marquée par les suites de la crise sanitaire du Covid-19 et une amplification de la crise économique et sociale qui entraîne de nouveaux plans de licenciements ou de suppressions de postes, voire des fermetures d'entreprises.

Une politique sanitaire inconséquente

Alors que la pandémie reprend de la vigueur, beaucoup soulignent l'incohérence des mesures prises. Imposer le port du masque, ce qui est effectivement une nécessité... après avoir expliqué il y a quelques mois que cela ne servait à rien ? Prôner une politique de dépistage... mais être incapable de l'organiser de façon efficace (sauf à faire tomber à chaque test 73,59 euros dans la tirelire des labos privés, payés par la Sécurité) ? Faire la morale en faveur des gestes et distances barrières... mais forcer la population à les piétiner en nous entassant dans les transports en commun ? Dénoncer les clusters potentiels que seraient les bars et restaurants... mais pousser les gosses et leurs parents vers les clusters avérés que sont nombre d'écoles et de lieux de travail ?

Leur seule cohérence reste bien d'assurer la santé des profits, et pour ce faire tout pouvoir est laissé aux capitalistes : boulot ou pas, télétravail ou pas, chômage partiel ou non, ou panachage des formules, mais à l'appréciation de leurs tiroirs-caisses. Et rien à faire des classes populaires, des caisses de l'État qui se vident au détriment de ces dernières, de l'aggravation de la misère, d'une situation dont en particulier les femmes paient le prix fort...

Des attaques antisociales d'ampleur

Pendant ce temps, la crise économique et ses dramatiques conséquences sociales s'aggravent. Renault, Airbus, Air-France, Auchan, Cargill, Bridgestone... Grandes et moyennes entreprises se bousculent à la Une des médias. Des milliers d'emplois en moins ici, des centaines là !

L'automobile et l'aéronautique ont ouvert le bal, dans les usines mères comme dans les filiales ou les entreprises sous-traitantes. La grande distribution n'est pas en reste, ni les industries du vêtement ou du meuble ni les autres... Sans compter les fins de mission et de boulot d'intérimaires, de prestataires, d'auto-entrepreneurs, de tous les petits boulots « invisibles ». À ce jour, près d'un million d'emplois rayés de la carte.

La crise actuelle dérive de la paralysie économique que la pandémie et les diverses phases de confinement ont engendrée, mais l'automobile, l'aérien, la grande distribution avaient déjà dégraissé et annoncé de futures restructurations – entendez réductions d'effectifs en masse – bien avant l'arrivée du Covid. L'éducation, les transports et la santé avaient aussi supprimé des emplois en masse... au point que la colère s'y était traduite en mobilisations notables, en particulier dans les hôpitaux. Le Covid est surtout une aubaine pour les grands du monde capitaliste que Macron – banquier et président des riches – arrose de centaines de milliards depuis plusieurs mois, notamment avec son prétendu « plan de relance ».

Par la mobilisation, imposons nos urgences !

Les jeux sont loin d'être faits. L'actuelle gestion capitaliste de la pandémie par les classes dominantes – par des politiciens pris par ailleurs de bouffées sécuritaires et racistes dangereuses – n'arrive pas dans un ciel serein. Si les attaques contre le monde du travail avaient commencé bien avant l'arrivée du virus, notre riposte aussi : avec les Gilets jaunes, les travailleurEs des transports, de l'éducation ou de la santé, en passant par les mobilisations de la jeunesse en particulier issue des quartiers populaires contre le racisme et les violences policières, les vastes manifestations pour le climat ou les luttes des femmes, en première ligne face à l'épidémie et premières victimes de la crise sociale, contre les violences sexistes et sexuelles. Macron et ses amis capitalistes voudraient confiner nos colères et leur imposer un couvre-feu. Toutes et tous ensemble, œuvrons au contraire à défendre des mesures d'urgence pour notre camp social et à souffler sur les braises.



Ce dossier sera imprimé et distribué, dans les jours et les semaines qui viennent, sous forme de quatre pages, dans le cadre d'une campagne politique nationale du NPA.

POUR LA GRATUITÉ DES SOINS ET DES PROTECTIONS ET UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ !

La « première vague » de la pandémie de coronavirus a été un révélateur exceptionnel de l'état du système de santé aux yeux de l'ensemble de la société. Elle en a montré les forces et les faiblesses...

L'hôpital public, déjà en situation critique avant l'épidémie, a réussi à accueillir, dans l'urgence, une grande partie des patientEs. Il a néanmoins été débordé dans certaines régions où, parfois, des choix éthiques déchirants (qui soigner ?) se sont posés. Les équipes ont réussi à faire face et à éviter que l'épidémie ne devienne plus dévastatrice. Faut de moyens, ils et elles n'y sont toutefois parvenus qu'au prix de risques considérables et d'un travail épuisant.

L'absence de politique de santé publique permettant d'anticiper l'épidémie (révélée par l'absence de masques et de tests), les conséquences dramatiques de politiques d'austérité, de privatisation et de marchandisation de la santé menées depuis un quart de siècle sont devenues visibles pour touTEs. La question du droit à la santé et de soins accessibles à touTEs est l'une des grandes préoccupations pour construire le « monde d'après ».



Renforcer les moyens de l'hôpital public

Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisées mais plus « rentables » : les effets des politiques d'austérité n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgences ont été en grève

et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires.

Les effets désastreux de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la « tarification à l'activité » est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « non rentable », et le « taux d'occupation des lits » doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements « imprévus »... comme cette épidémie.

La politique des gouvernements successifs a consisté à « externaliser » vers des opérateurs privés une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins.

Les leçons de l'épidémie exigent au contraire un renforcement des moyens du service public de santé,

à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron-Véran avec leur « Ségur » de la santé.

EXIGEONS :

- La gratuité des protections (masques, tenues...), des tests, des médicaments et traitements, et leur accès pour touTEs
- La gratuité totale des soins sans avance des frais, avec une prise en charge par la Sécurité sociale
- Un plan massif de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résidentE dans les EHPAD
- Un plan massif de financement du système de santé et sa réorganisation sous le contrôle des professionnels et des patientEs
- L'augmentation générale et pérenne des salaires d'au moins 300 euros pour tous les personnels des hôpitaux et d'EHPAD



INTERDIRE LES LICENCIEMENTS, PARTAGER LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS !

À la crise sanitaire qui menace à nouveau des milliers de vies, notamment chez les travailleurEs, s'ajoute désormais une crise économique sans précédent aux conséquences dramatiques sur l'emploi et les conditions de travail.

Dans ce contexte, le patronat, malgré les profits faramineux distribués aux actionnaires pendant de longues années, s'est empressé de fermer des entreprises, de licencier massivement ou d'imposer des dégradations majeures des conditions de travail et des salaires via – entre autres – les accords de performance collective (APC) qui sont de véritables chantages à l'emploi. Renault, Derichebourg, Bridgestone, raffinerie de Grandpuits... la liste est déjà fournie et menace de s'allonger dans les prochaines semaines et mois. Pourtant, ce n'est pas aux travailleurEs, dont certainEs, au premier rang desquels les femmes, ont été envoyés au front en « première ligne » contre le coronavirus, de payer la facture de cette crise. Pour cela, ils et elles doivent avancer leur propre riposte.

La pandémie est aussi le fruit de la dégradation de notre environnement due au productivisme de ce système. Elle est un avertissement. Les catastrophes qui nous menacent avec le changement climatique seraient d'une tout autre ampleur. Notre riposte doit répondre à la fois sur le terrain social et sur le terrain écologique.

Interdiction des licenciements

Dans le contexte de la crise sanitaire, il est inadmissible que des travailleurEs soient privés d'un emploi et soient plongés dans la précarité et la pauvreté, qui les exposera encore plus au virus. Il faut interdire les licenciements,

y compris pour les CDD, intérimaires et autres précaires qui doivent avoir accès à un CDI. Et en cas de réelles difficultés pour telle ou telle petite entreprise touchée par la crise, c'est le patronat en tant que collectivité, en premier lieu les entreprises du CAC 40, qui doit payer pour financer le maintien des emplois ou le maintien de la rémunération intégrale et des droits des salariéEs, ainsi que les possibilités d'une réelle reconversion.

L'indispensable et urgente réduction des émissions de gaz à effet de serre exige une réduction de la production matérielle et des transports, tout particulièrement de l'automobile et du transport aérien. Ce n'est pas aux salariéEs d'en faire les frais, il faut imposer des plans de conversion de la production avec le maintien des salaires et des contrats de travail.

Partage du temps de travail entre touTEs, avec un salaire minimum de 1800 euros net, indexé à l'inflation

Il faut en finir avec une situation où des millions de travailleurEs sont privés d'un emploi pendant que d'autres s'épuisent avec de longues journées et de lourdes charges de travail. Pour cela, il faut réduire le temps de travail, le partager entre toutes et tous, donner ainsi un emploi à l'ensemble des chômeurEs sans que personne n'y perde en salaire. Si le système capitaliste n'est pas capable d'assurer le droit au travail qu'il prône – ce « droit » de se faire exploiter! –, c'est un système qui mérite d'être renversé!

La crise sanitaire a par ailleurs révélé à quel point les fonctions les plus utiles sont parmi les moins bien rémunérées. Elles sont très souvent exercées par des femmes, pour des salaires de 18,5% en moyenne inférieurs à ceux des hommes, selon l'INSEE. Il est temps de le corriger par une augmentation générale des salaires de 300 euros et un salaire minimum de 1800 euros net pour touTEs, indexé à l'inflation.

Ouverture des livres de comptes

Les patrons arguent évidemment qu'ils ne peuvent pas maintenir les emplois et les salaires, sous peine de faillite. Mais les dividendes,

eux, augmentent! Pour la seule année 2019, les entreprises du CAC40 ont obtenu presque 80 milliards d'euros de bénéfices et ont distribué 60 milliards d'euros à leurs actionnaires. Preuve de la justesse du slogan « *de l'argent, il y en a dans les caisses du patronat* »! La lumière doit être faite sur la comptabilité des entreprises, a fortiori dans la mesure où elles continuent à être gavées d'aides publiques : une tâche qui reviendrait au monde du travail, seul en situation par sa place dans tous les rouages de l'économie d'établir un bilan et un autre ordre de priorité pour les dépenses de chaque entreprise, comme pour l'ensemble de la société.



S'OPPOSER AUX POLITIQUES SÉCURITAIRES ET RACISTES DE MACRON-CASTEX-DARMANIN !

Macron et son gouvernement visent sans surprise à revenir à « la normale », en particulier par l'injection massive d'argent public dans le redémarrage de l'économie, contribuant ainsi au maintien de profits juteux pour les patrons. Mais leur retour à « la normale », c'est aussi le retour des vieilles recettes sécuritaires, amplifiées dans le cadre de la crise sanitaire.

Le gouvernement refuse de mettre les moyens humains et matériels dans la santé publique pour faire face aux besoins. En corollaire, il fait appel à la « responsabilité individuelle » de chacunE, qui serait seul comptable de sa santé et de celle des autres : en instillant la peur, par l'impossibilité à se faire tester vite, par la publication en boucle de chiffres de la maladie, et aussi de ceux de la délinquance (!), par les consignes parfois contradictoires et les interdictions multiples.

Refuser une société du tout-répressif

Les manquements à la protection sanitaire individuelle sont durement sanctionnés : 135 euros à la première absence de masque obligatoire dans certains espaces, peine de prison avec sursis à la quatrième... Mais les plus harcelés restent toujours les habitantEs des quartiers populaires soumis au quadrillage et au racisme policier, contre lequel des dizaines



de milliers de personnes se sont mobilisées en juin dernier, ainsi que les migrantEs et les sans-papiers, dont beaucoup ont été en « première ligne » face au Covid et qui continuent de subir le harcèlement policier.

Le gouvernement développe consciemment un climat délétère d'insécurité sociale, fait de défiance, de division, de casse des liens sociaux et de la solidarité. Arguant de la nécessaire protection sanitaire, il tente de nous habituer à toujours plus de contrôle sur nos libertés, d'intrusion dans nos

vies et, finalement, à une gestion sécuritaire pérenne de la société. Pour Darmanin, il s'agit d'imposer son hyper-présence sur l'ensemble du territoire pour « réaffirmer l'autorité de l'État » et « remettre du bleu dans la nue [car] ça rassure les honnêtes gens ». Les syndicats de policiers sont satisfaits, ils estiment avoir « enfin » été entendus. En effet, au mépris des nombreux avis négatifs du Défenseur des droits et de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), les armes utilisées dans les guerres seront toujours autorisées dans le maintien de l'ordre, comme les LBD ou les grenades de désencerclement, qui seront néanmoins remplacées par un nouveau modèle « réputé moins dangereux », parole de Darmanin!

Combattre la poussée islamophobe

Après l'agitation autour des listes « communautaires » aux municipales, « l'ensauvagement » de certains territoires et la nécessité d'éviter la « guerre civile », Macron

annonce un projet de loi contre le « séparatisme », « islamiste » essentiellement, qui sera en débat à partir de cet automne. De quoi renforcer encore un peu plus la stigmatisation des musulmanEs et leur discrimination, et tenter de masquer le développement inédit de la pauvreté et des inégalités, des plans de licenciements massifs, de la casse de tous nos biens communs... et de nos luttes.

EXIGEONS :

- ~ La fin de la répression, contre la contestation en général et contre les secteurs militants en particulier
- ~ La fin de l'impunité pour les crimes policiers, et le désarmement de la police
- ~ L'abandon du projet de loi « séparatisme » en luttant contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme
- ~ L'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de touTEs les sans-papiers

CAPITALISTES, HORS DE NOS VIES !

Il y a urgence à imposer aux prétendus « premiers de cordée » des mesures en faveur des premières et premiers de corvée. Car ce n'est pas au monde du travail, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, de payer la facture de la crise des capitalistes. Urgence à permettre à toutes et tous, y compris aux millions de travailleurEs pauvres, l'accès à la protection et aux soins en ces temps de pandémie. Urgence face au chômage, à la vague de licenciements, de suppressions de postes, de fins de contrats précaires. Urgence à résister à la crise climatique et environnementale occasionnée par un système productiviste qui broie les individus et détruit la planète.



Construire les solidarités et la convergence des mobilisations

Nous ne plierons pas sous les menaces des exploiters, pollueurs et parasites sous perfusion d'argent public... par centaines de milliards! Un bras de fer est engagé entre d'un côté les actionnaires et les milliardaires, et de l'autre toutes celles et ceux qui font tourner la société par leur travail – ou qui voudraient pouvoir le faire. Dans ce combat, il n'y a en particulier rien à « négocier » concernant les licenciements ou autres formes de chantage à l'emploi boîte par boîte : c'est une impasse. Rester chacun de son côté est voué à l'échec : faire l'agneau n'a encore jamais calmé l'appétit des loups! C'est en coordonnant les forces de toutes et tous, en travaillant à la convergence des luttes, à la construction des solidarités entre les mobilisations qu'il peut être possible de changer la donne pour répondre aux urgences sanitaires, sociales, environnementales...

«Système dégage!»

Pas question d'attendre deux ans en subissant cette offensive en règle contre nos droits et nos vies! C'est maintenant qu'il faut engager la riposte. Ce ne sont ni les élections ni le jeu de dupes du « dialogue social » qui permettront d'inverser le rapport de forces. Les révoltes qui parcourent le monde ces dernières années, contre les inégalités et pour une démocratie

par en bas, pour vivre et pas seulement survivre, pour décider aussi de son sort, se jouent dans la rue. La jeunesse chilienne, la population algérienne, les travailleurEs de Biélorussie, les masses libanaises de toutes origines et toutes confessions, bousculent des régimes vendus aux intérêts des capitalistes par des grèves et des manifestations, par des mouvements d'ensemble qui affirment haut et fort : « *Système dégage!* »

Ici aussi nous devons faire irruption pour renverser la table : manifester notre force collective par tous les moyens, laisser éclater et organiser nos colères pour imposer nos revendications. Les Gilets jaunes qui ont fait trembler la France bourgeoise, les grévistes de l'hiver dernier contre l'infâme projet de « retraite à points », la jeunesse mobilisée contre le racisme et les violences policières ou pour la justice climatique, les femmes dans la rue contre les violences sexistes et sexuelles et pour l'égalité des droits : toutes et tous montrent la voie!

Face à ce système fauteur de crises sanitaires, sociales et écologiques, qui tente de se sauver en dressant les populations les unes contre les autres, en jouant du racisme et de la xénophobie, opposons la solidarité de notre camp social, une révolution afin de construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Reprenons nos affaires en main, imposons le contrôle démocratique du monde du travail, de l'ensemble de la population, sur les richesses, sur la marche de la société pour répondre enfin aux besoins sociaux et arracher aux capitalistes le pouvoir de décider. Parce que nous ne paierons pas les crises d'un système dont nous ne voulons plus, parce que nos vies valent plus que leurs profits!



LE 24 OCTOBRE À LANNEMEZAN Georges Ibrahim Abdallah, tes camarades seront là !

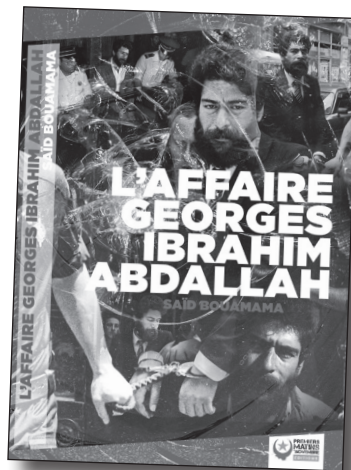
Pour la 10^e année consécutive, le 24 octobre, nous serons devant les hauts murs du centre de détention de Lannemezan pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Pour celles et ceux qui l'ignoraient encore, Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais, pro-palestinien, est scandaleusement détenu par les gouvernements de droite et de « gauche » qui se sont succédé en France depuis son arrestation le 24 octobre 1984.

Libérable, mais pas libéré

Depuis, aucune des décisions de justice favorables à Georges Ibrahim Abdallah n'a ébranlé les autorités, qui le maintiennent en prison, pour une détention d'une durée record. En janvier 2013, alors qu'une décision autorisait notre camarade à enfin rejoindre les siens au Liban, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, refusait de signer un arrêté d'expulsion du territoire. Celui qui expliquait en 2011 qu'il était « lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël » rejoignait ainsi une campagne internationale menée par des sénateurs sionistes US et Israël ! Malgré le développement de la campagne internationale pour la libération de Georges, la prise de position de nombreuses personnalités et forces politiques, le gouvernement semble ne rien vouloir entendre. Interpellé par les autorités libanaises, Macron et sa clique entendent garder Georges en prison ad vitam aeternam. Il est de notre responsabilité collective d'arracher notre camarade aux griffes de l'État français en multipliant les initiatives et les mobilisations !

Alain Pojolat



Livre à commander sur <http://www.pmeditions.com/>

Départs en car :

Bordeaux : rdv 8h30, place Raveziez, retour vers 22h. Participation 10€ minimum.

Pour s'inscrire: liberonsgeorges33@riseup.net

Marseille : rdv à 5h45 gare Saint-Charles (à confirmer), arrêts à Martigues, Istres,

Montpellier, probable retour à Marseille vers minuit. Participation financière

demandée. Pour s'inscrire: Soraya 07 68 50 21 65 et Adil 06 13 20 51 51

Paris : départ vendredi 23 octobre à 21h30, retour dimanche 25 octobre au matin.

Participation 50€. Pour s'inscrire: campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Toulouse : rendez-vous à 11h30 au métro Basso-Cambo, prix libre. Pour s'inscrire:

collectifpalestinevaincra@gmail.com

PLFSS Malgré la crise sanitaire, le budget de la Sécu soumis à l'austérité

En pleine crise sanitaire, le gouvernement ne pouvait tout de même pas exiger des acteurs du système de santé qu'ils respectent l'Objectif national de dépenses de santé (Ondam), un instrument créé en 1996 qui a pour fonction d'endiguer les dépenses sanitaires et sociales sans prendre en compte l'intégralité des besoins de la population dans ce domaine. Le dispositif d'alerte prévu par la loi pour prendre des mesures « de maîtrise de dépense » afin que les prévisions budgétaires ne soient pas dépassées n'a pas été mis en œuvre.

« Rétablir l'équilibre des comptes sociaux » ?

Les dépenses de 2020 de l'ensemble des branches et des régimes de sécurité sociale s'élèveraient selon les dernières estimations du PLFSS à 534,2 milliards d'euros et les recettes à 488,1 milliards, soit un « déficit » d'un montant sans précédent : 46,1 milliards. La part la plus importante du « trou » provient de la branche maladie (29,8 milliards) en raison des dépenses engendrées par la crise sanitaire (indemnités journalières d'arrêt maladie, remboursement de masques, des tests et de matériel estimés à 15 milliards). Mais cette somme n'est pas exorbitante, et sans les cadeaux au patronat le budget de la sécurité sociale serait largement excédentaire. Les exonérations de cotisation sociale en 2019 se sont élevées à 68,8 milliards d'euros¹ et, depuis la loi de finance de la Sécu pour 2020, l'État n'a plus l'obligation de les compenser. Néanmoins Olivier Véran, le ministre de la Santé, prétend réfléchir aux moyens de « rétablir l'équilibre des comptes sociaux ».

Quatre milliards d'économie au détriment des assurés sociaux

Alors que les hôpitaux manquent de moyens humains et financiers, que les allocations familiales laissent dans la misère de

nombreux enfants, que le minimum vieillesse est de 903 euros par mois pour une personne vivant seule... l'obsession du gouvernement, comme de ses prédécesseurs, est de réaliser des économies. Olivier Véran a déclaré à la presse que « [ce] PLFSS est une réponse à la crise, mais aussi un PLFSS résolument tourné vers l'avenir. » Mais à l'avenir de qui pensait-il ? Selon les dispositions de la loi relative à la dette sociale et à l'autonomie, votées le 7 août 2020, 136 milliards d'euros seront transférés à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) pour épuré d'ici 2033

Les grandes lignes du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2021 ont été présentées le 29 septembre par le ministre des Solidarités et de la Santé et par celui des Comptes publics. Les dépenses vont augmenter considérablement mais la présentation gouvernementale est en trompe-l'œil, car celles consacrées à la santé et à l'action sociale vont une fois de plus diminuer.



la dette imputée à la pandémie, à la crise économique et à la création d'un organisme dédié à l'autonomie. Les ressources de la CADES² (CSG et CRDS³) sont prélevées essentiellement sur les revenus des salariéEs et retraitéEs. Seize milliards leur sont ainsi ponctionnés chaque année avant d'être placés sur les marchés financiers.

Les mesures annoncées par le gouvernement

Véran, qui exerçait la médecine, s'est présenté comme « le ministre de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale ». Pour réduire les dépenses il veut « structurer l'offre de soins [...] dans la continuité des actions des dernières années ». Ainsi, il continue de fermer des lits dans les hôpitaux, avec pour alternative le développement des « soins ambulatoires ». Il s'agit en fait de réduire la place du service public pour augmenter celle des établissements privés

sous la coupe des grands groupes capitalistes, en creusant ainsi les inégalités de santé. C'est dans ce cadre que s'inscrit le nouveau financement de la psychiatrie qui entrera en vigueur en 2021⁴. La politique de « maîtrise des dépenses » de santé va reprendre et probablement s'intensifier car les ministres ont refusé de donner des chiffres lors de la conférence de presse de présentation du PLFSS. Ils prétendent agir sur « la pertinence et l'efficacité » des arrêts de travail, des transports sanitaires, des actes de kinésithérapie, des soins infirmiers, des actes de biologie. Le pouvoir a annoncé qu'il allait mettre à contribution les complémentaires santé par une surtaxe de 1,5 milliard d'euros. La plupart des mutuelles et assurances ont annoncé qu'elles répercuteraient ce manque à gagner sur le montant des cotisations.

Les dépenses de la branche vieillesse ne devront pas augmenter de plus de 2% entre 2020 et 2021. De plus, un rapport rédigé à la demande du gouvernement veut faire financer la « 5^e branche de la Sécu » sur l'aide à l'autonomie par les retraitéEs eux-mêmes, notamment par une nouvelle augmentation de la CSG qui passerait de 8,3 à 9,2% et par une imposition des plus pauvres en réduisant le plafond des revenus qui permet un abattement de 10% de l'impôt sur les revenus. Loin des discours de Macron, la santé et la sécurité sociale ne sont pas des coûts ou des charges. Il est primordial de se battre pour que toute la population sans exclusive ait droit au remboursement de tous les soins et traitements à 100%, et à la prise en charge des périodes sans emploi (maladie, retraite, chômage...) sans perte de salaire.

S. Bernard

1 – Rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale en 2019.

2 – Caisse d'amortissement de la dette sociale.

3 – Contribution au remboursement de la dette sociale.

4 – Lire l'interview en dernière page.

RÉPRESSION Cassons la décision de Pénicaud : réintégration de Gaël !

Le 20 mars 2018, Muriel Pénicaud, nouvelle ministre du Travail, autorisait le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire départemental du syndicat Sud Poste 92. Depuis 2010, la direction de La Poste cherchait à se débarrasser d'un militant syndical défendant sans compromis les droits des salariéEs.

Après avoir essayé plusieurs échecs suite aux refus de l'inspection du travail et de l'ancien ministre du Travail Xavier Bertrand, la direction de La Poste a réussi à trouver en Muriel Pénicaud l'alliée idéale. Cette décision allait entraîner une grève de plus de 15 mois de facteurs et factrices des Hauts-de-Seine contre le licenciement de Gaël Quirante, pour l'arrêt des réorganisations et des suppressions d'emplois. Ce licenciement pour tenter de faire taire la contestation des

salariéEs à La Poste est déjà un demi-échec pour la direction puisqu'une décision de justice a été rendue autorisant Gaël Quirante à rester secrétaire départemental du syndicat et à intervenir dans les bureaux de poste.

Discrimination syndicale

Mais le 15 octobre prochain, c'est bien un réel revers que nous pourrions imposer à la direction de La Poste puisque c'est la décision du licenciement qui pourrait être cassée par le tribunal administratif de Cergy. Le rapport de l'inspection du travail, ainsi



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

que celui des services du ministère de Travail dans le cadre de l'enquête préalable à la décision de Pénicaud, concluent à une discrimination syndicale à l'encontre de Gaël. Cette juridiction pourrait donc casser la décision de Pénicaud et Gaël Quirante pourrait alors être réintégré.

Ces dernières années, la répression et les tentatives de licenciement de syndicalistes ou de salariéEs pas assez dociles aux yeux des patrons se sont multipliées à l'image d'Éric Bezou de la SNCF, Alex de la RATP. Face à cette répression, notre seule arme est l'unité de l'ensemble des salariéEs face au camp d'en face. Voilà pourquoi nous serons présentEs massivement jeudi 15 octobre à partir de 9h devant le tribunal administratif de Cergy (RER Cergy-préfecture) pour obtenir la réintégration de Gaël Quirante.

Juliette Stein

BRIDGESTONE Première manifestation face aux licenciements

Le 16 septembre, le fabricant de pneu Bridgestone annonçait la fermeture du site de production de Béthune qui rejoignait ainsi la longue liste des entreprises victimes du capital. Depuis le début de la crise sanitaire et économique, la liste des entreprises sous menace de plans de licenciements décidés par le patronat s'alourdit: Hop!, Auchan, Cargill, Amazon...

Alors que l'entreprise Bridgestone affichait, à la fin de l'année 2019, 2,4 milliards d'euros de bénéfices, ce sont 850 travailleurs et travailleuses qui sont licenciés par cette décision de fermeture.

Résister, converger

Face à cette attaque, le dimanche 4 octobre, une marche en solidarité avec les salariéEs de Bridgestone a été organisée par l'intersyndicale et la mairie de Béthune. Ce sont près de

SAINT-DENIS Élève poignardé : un produit de la violence des politiques publiques

Ce n'est malheureusement pas la première fois que, dans le cadre scolaire, la violence sociale subie par les enfants frappe, blesse et même tue. Au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, le coup de poignard porté en pleine classe le 30 septembre n'a pas été mortel, mais a bien évidemment frappé et traumatisé l'ensemble des élèves présentEs, et au-delà d'eux l'ensemble des élèves et des personnels du lycée, mais aussi les familles.

Ce qui est inacceptable, c'est que ce drame n'est pas le résultat d'un malencontreux et imprévisible rapport individuel qui aurait dramatiquement dérapé. « Deux morts en moins de deux mois ne sont que les versants les plus dramatiques de la violence quotidienne que subissent nos élèves » écrivaient ainsi en novembre 2019 les enseignantEs du lycée professionnel d'Alembert à Aubervilliers après la mort de Kewi et Djadje. Mais les réponses politiques du ministère de l'Éducation nationale et du gouvernement, ainsi que du conseil régional, sont simplissimes : refuser les moyens d'un plan d'urgence pour lutter contre les inégalités structurelles dans le 93, noyer l'opinion sous le déferlement d'une propagande que le RN peut revendiquer sans problème. Ce ne serait qu'une affaire d'« ensauvagement » et de montée du « séparatisme », dont la responsabilité incomberait aux populations désignées « musulmanes ».



DR

Répondre à la misère sociale et à la détresse

Les seules réponses sont le déploiement de politiques répressives et de défiance généralisée qui commencent par le durcissement des lois sur l'entrée sur le territoire et se déclinent à tous les étages jusqu'à l'armement de la police municipale que met en place le nouveau maire de Saint-Denis, ou les brigades

régionales de sécurité installées dans les lycées, dont Paul-Éluard. Pourtant le drame de Paul-Éluard appellerait des réponses beaucoup plus simples et moins coûteuses. Le nœud de l'agression est en effet la révolte d'un jeune homme de 19 ans, arrivé récemment en France et moqué jusqu'au harcèlement pour sa non-maîtrise du français. Il y a urgence à inverser

les politiques de destruction des classes d'accueil des enfants non francophones qui ont de moins en moins de temps pour acquérir la pratique de la langue et la compréhension du système scolaire. Dans le 93, cela fait deux ans que les enseignantEs se mobilisent pour exiger des moyens pour ces classes menacées de fermeture. Depuis la rentrée scolaire, les enseignantEs de Saint-Denis dénoncent, dans trois des quatre lycées de la ville, l'absence d'assistantes sociales, d'infirmières scolaires, de conseillères d'orientation psychologiques. C'est le cas à Paul-Éluard, où c'est un élève qui a dû prodiguer les premiers secours au blessé en l'absence d'infirmière. Ce ne sont pas les brigades régionales de sécurité, qui avaient séparé la veille les deux élèves, qui ont la formation pour gérer une situation de harcèlement. Il faut dans les établissements des psychologues scolaires qui fassent, dans le cadre d'un pôle médico-social, un travail continu pour répondre à la misère sociale et à toutes les formes de détresse qu'elle génère. Ces réponses, que les salariéEs et usagerEs de l'école portent, ne pourront être imposées que par la mobilisation contre des pouvoirs publics qui tournent le dos aux besoins vitaux, dont l'éducation. **Cathy Billard**

Mardi 13 octobre se tiendra le procès en appel de Victor et Roga, deux étudiants de la fac de Nanterre, condamnés pour avoir osé défendre leur droit à étudier. Le 9 avril 2018, alors que des étudiantEs de toute la France se mobilisaient contre la réforme de Parcoursup instaurant la sélection à l'entrée de l'université, le président de la fac de Nanterre avait fait intervenir les CRS pour déloger une assemblée générale étudiante. C'est lors de cette intervention que Victor et Roga avaient été interpellés violemment et placés en garde à vue. Leur seul crime : s'être mobilisés !

Militer n'est pas un crime !

À l'image de nombreux et nombreuses autres militantEs, syndicalistes, Gilets jaunes, Victor et Roga sont victimes de la répression et d'une justice expéditive au

RÉPRESSION Relaxe pour Victor et Roga !

TouTEs à la cour d'appel de Versailles le 13 octobre pour la relaxe de Victor et Roga !



NPA

service de la classe dirigeante et des patrons qui cherchent à faire taire toute contestation. En première instance, ils ont été condamnés à respectivement quatre mois de prison avec sursis et six mois de prison fermes accusés de violences

sur simples témoignages de policiers, sans aucune constatation médicale. Un comble alors que ce sont bien les étudiantEs qui ont été délogés avec violence par les forces de l'ordre au sein même des locaux de l'université simplement

pour s'être réunis en assemblée générale ! Ils ont fait appel de cette décision. Le 13 octobre, soyons massivement mobiliséEs pour imposer la relaxe totale pour Victor et Roga. Militer n'est pas un crime ! Nous ne les laisserons pas faire de ces étudiants des exemples et tenter d'intimider toutes celles et tous ceux qui oseraient contester la politique de ce gouvernement des riches et des patrons. Un rassemblement de soutien unitaire en présence de personnalités sera organisé à partir de 12h30 devant la cour d'appel de Versailles, 5 rue Carnot (Ligne L du Transilien, Versailles Rive-droite, depuis Saint-Lazare ou la Défense, ou RER C.) **Juliette Stein**

LA POSTE Condamnation en appel pour utilisation abusive de sous-traitance

Le 8 juillet 2019, le tribunal de Nanterre condamnait La Poste pour prêt illicite de main-d'œuvre (c'est-à-dire le fait d'employer des sous-traitants pour assurer des tâches qui devraient être assurés par ses propres salariéEs) et délit de marchandage (la situation de désavantage, pour les sous-traitances, du fait de cet usage abusif). C'était une première dans l'histoire postale, confirmée en appel le 30 septembre dernier.

La procédure avait été lancée suite au décès, en 2013, d'un salarié sous-traitant. Seydou Bagaga s'était noyé en essayant de rattraper un colis tombé dans la Seine. Il n'avait ni contrat de travail ni salaire, et sa déclaration d'embauche avait été saisie en urgence à l'agence d'Issy-les-Moulineaux, alors qu'il était entre la vie et la mort.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Claque judiciaire pour La Poste

Outre le patron de la société sous-traitante et le directeur de l'agence, condamnés à de la prison avec sursis, La Poste, en tant que personne morale, avait été condamnée à 120 000 euros d'amende, soit presque la peine maximale. Loin d'en tirer des leçons et de modifier ses pratiques, l'entreprise a fait appel. Bien mal lui en a pris, la cour d'appel de Versailles a confirmé la condamnation en reprenant l'ensemble des attendus du jugement en première instance, même si l'amende est ramenée à 60 000 euros. C'est une nouvelle claque judiciaire pour La Poste, et un point d'appui dans la bataille contre une sous-traitance qui s'est largement généralisée, en particulier dans le secteur du colis, où 80% de la distribution est sous-traitée en Île-de-France.

L'État complice

Les dirigeants de La Poste n'en n'ont d'ailleurs pas fini sur ce terrain. Une instruction est en cours, concernant l'ensemble des agences de l'Île-de-France sur la période 2012-2017. Sud et la CGT sont parties civiles dans cette affaire. Mais il faut également noter que, malgré ces condamnations, malgré les multiples alertes syndicales, malgré la lutte gagnante des travailleurs sans-papiers de Chronopost victimes d'un véritable système de sous-traitance en cascade, La Poste se croit encore tout permis. L'absence de réaction de l'État, symptôme en réalité d'un soutien sans faille, l'y autorise. Pour changer la donne, les victoires judiciaires devront s'accompagner d'un rapport de forces sur le terrain, avec la mobilisation de l'ensemble des postierEs, quel que soit leur statut. **Édouard Gautier**

1000 manifestantEs qui ont marché sans étiquette syndicale ou politique sous une pluie battante en soutien aux salariéEs et à leur lutte. La présence dans le cortège de plusieurs politiques avec leurs écharpes tricolores est à noter. Depuis plusieurs semaines, les élus de droite comme de gauche s'émouvent de cette situation alors que, paradoxalement, ce sont les politiques successives des différents gouvernements qui ont permis à cette situation de s'installer. La façon dont la marche a été organisée par la mairie de Béthune (maire rattaché à l'UDI) suit cette logique. Aucun slogan, aucun chant et aucun mot d'ordre n'a été lancé. Elle appelait à la solidarité avec les licenciés et leurs familles au lieu de se placer contre les licenciements. Cette tactique défaitiste ne s'appuyant

que sur la possible reprise de la boîte est une impasse dans le contexte actuel. Face à cette situation, nous pensons qu'il est grand temps de mettre en place une réelle convergence des différents secteurs en lutte pour leurs emplois. Ces secteurs sont loin d'être des cas isolés, le site stoplicenciement.fr (site lancé à l'initiative des Cargill), recensant toutes les entreprises victimes de licenciements, le montre. Pour contrer la politique de l'isolement, un appel à la convergence vient d'être lancé par la CGT TUI le 3 octobre. L'appel se termine sur une proposition de rencontre nationale des boîtes en lutte le dimanche 18 octobre à Paris. Notre convergence, notre regroupement sera notre force face aux capitalistes. Notre classe sociale n'a pas à payer cette crise. **CorrespondantEs**



CGT BRIDGESTONE



Souscription du NPA



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvement, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue mais aussi dans les urnes. Faire de la politique coûte cher et les difficultés financières (déjà chroniques) du NPA se sont sérieusement aggravées en 2020. Vos dons sont donc plus précieux que jamais. Permettez-nous de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme!

INFOS PRATIQUES

Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2020 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement « NPA souscription » a reçu de la CNCCFP l'agrément N°09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.



SOUSCRIPTION 2020

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Tribune

« Vite, un nouvel élan pour le NPA! »

Une réunion nationale a eu lieu samedi 3 et dimanche 4 octobre à la bourse du travail de Saint-Denis, à l'appel de camarades ayant voté pour la plateforme U lors du congrès de 2018, avec une réelle volonté de dépassement.

Cent trente militant·es du NPA ont participé à la réunion, avec des représentant·es de différentes régions suite à la tenue de réunions locales. L'enjeu de cette réunion nationale avait été clairement présenté dans un texte d'appel. Nous vivons une période difficile pour notre camp social marquée par une instabilité qui peut amener le meilleur comme le pire... La conjugaison des différents niveaux de crises – sanitaire, environnementale, économique, sociale – et l'offensive des capitalistes qui l'accompagne, nous donnent des responsabilités. Le NPA doit être à l'initiative, afin de regrouper les forces politiques et sociales contre Macron, et s'investir dans des luttes sur des terrains aussi variés que la défense de l'emploi et la lutte contre les licenciements, les mobilisations contre les violences policières et racistes, les mobilisations féministes, pour la justice climatique, en y menant en particulier une politique de front unique et en débattant avec les autres courants du mouvement ouvrier. Nous devons aussi porter une voix dans le débat qui existe dans le cadre de la lutte contre ce système, sur le « monde d'après » : Quelle rupture anticapitaliste ? Quelle stratégie révolutionnaire ? Quelle société, quel système libéré de l'exploitation et des oppressions voulons-nous ?

Force est de reconnaître que si notre organisation a connu quelques réussites et reste un point de référence à gauche et à



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'extrême gauche, nous sommes aujourd'hui largement bloqué·es. Dans un contexte difficile pour le mouvement ouvrier, y compris pour ses courants révolutionnaires, notre fractionnement actuel, notre balkanisation, rend impossible une intervention coordonnée et efficace. Débats impossibles (voire invectives), absence d'élaboration commune, remplacée par la distribution des bons et des mauvais points pour savoir qui serait révolutionnaire et qui ne le serait pas, rupture de la solidarité militante et financière, affirmation publique de différents courants en concurrence

avec les apparitions et les médias du NPA : les participant·es à la réunion nationale du week-end dernier ont enregistré la passe difficile que traverse le NPA et qui pourrait lui être fatale. L'absence d'expériences et de pratiques communes qui accompagne les logiques d'auto-construction par courant conduit de fait à l'éclatement, certains courants constituant des organisations séparées et régulièrement concurrentes du NPA.

Plus que jamais, « faire parti »
Nous refusons cet état de fait et sommes déterminés à ce qu'un

vrai parti existe dans la prochaine période. C'est l'enjeu du prochain congrès. Nous restons convaincu·es que les coordonnées qui ont conduit à « faire parti », à la création du NPA comme rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires autour d'un même projet d'émancipation dans un cadre commun, restent d'actualité. Un parti utile ici et maintenant à notre camp social et à ses mobilisations, une organisation militante qui souhaite se construire dans le monde du travail, les quartiers populaires, la jeunesse.

Ces constats, largement partagés dans la réunion, nous amènent à ne plus accepter la situation actuelle interne qui met en péril l'existence même du NPA, avec ses forces et ses faiblesses. Au-delà des divergences tactiques et autour d'un projet commun, nous appelons donc l'ensemble des militant·es et sympathisant·es qui souhaitent construire un véritable parti à se regrouper et à refuser que le NPA ne soit qu'un simple bloc de courants en concurrence les uns avec les autres. Dans ce sens, nous mettons en place à l'issue de notre réunion nationale une équipe d'animation pour préparer les prochaines échéances politiques, dont le 5^e congrès du NPA, et proposons de nous revoir d'ici la fin de l'année au niveau national.

Une organisation radicale, anticapitaliste, révolutionnaire, ouverte, c'est ce dont nous avons besoin et ce que nous voulons construire ces prochains mois.
Contact : npa3octobre@gmail.com

Bordeaux en luttes

Apprendre à militer avec un nouvel outil

Nous sortons de deux réunions de conseil à Bordeaux, l'un métropolitain (durée 6 heures) et l'autre municipal (durée 7h30). Ce fut long, très long, à se demander même ce que nous faisons là, tant nous étions déconnectés de ce petit monde d'élus locaux, obsédés par eux-mêmes, pris dans leurs disputes politiciennes. Et ce n'est que le début!

Nous avons donc bien compris que nous n'étions plus dans l'ambiance militante d'une campagne, mais que nous entrions dans la routine de la vie institutionnelle locale. Et c'est justement ce que nous ne voulons surtout pas : nous intégrer dans ce « parlementarisme ». Mais cela ne sera pas si compliqué car même si les réunions de conseil ne sont pas du tout taillées pour débattre démocratiquement de tous les sujets qui concernent la population, cela reste un espace au moins pour faire entendre notre colère et pour défendre des positionnements ou des idées ou des réponses différentes aux problèmes que nous pouvons poser.

Les élus sont des machines à voter

Les ordres du jour des conseils sont complètement dépolitisés. Il s'agit d'une succession de délibérations à voter, concernant la plupart du temps des subventions à telle association ou tel

commerçant ou tel musée... 71 délibérations pour le conseil municipal de Bordeaux, 119 pour le conseil métropolitain. Et c'est du travail en amont : avec 650 pages à lire pour le premier, 4 100 pages pour le deuxième ! Autant dire que c'est mission impossible, qu'en réalité tout cela n'est pas sérieux. Comment étudier et prendre les bonnes décisions ? Personne, même pas la majorité, ne peut maîtriser ce qui se fait.

Mais surtout, de cette manière, personne n'a de vision d'ensemble d'une politique, qu'elle soit sociale, culturelle ou écologique. Nous passons d'une délibération à une autre, parfois avec débat et souvent sans débat. Les élu·es sont des machines à voter. Et encore, ce sont seulement les « abstentions » et les « contre » qui se font remarquer, c'est-à-dire une petite minorité (souvent nous seul·es) car les « pour », la très grande majorité, gauche et droite confondues, sont déduits des autres et donc on ne fait même pas le geste de voter. Les

conseils ne sont quasiment qu'un moment de formalité.

Mettre sur la table ce qui nous importe

Nous avons ainsi vite compris que pour se faire remarquer, il suffisait de voter « contre » ou même de s'abstenir. Il arrive bien sûr que nous votions « pour » : pour une aide à une bibliothèque, à une expo, à des associations d'aide aux migrant·es ou aux sans-abris. Mais ce n'est de toute façon pas satisfaisant car on ne revient à cette absence de visibilité sur les choix de fond. Alors même quand nous votons pour, nous intervenons pour critiquer, pour défendre une idée politique.

Et on le fait régulièrement, trop souvent même d'après la majorité. Nous posons aussi trop de questions. Car dans l'ordre du jour, il est possible de rajouter ce qu'ils appellent des « questions écrites » qui sont envoyées cinq jours avant et lues à la fin des conseils. Ce n'était jamais utilisé

ou exceptionnellement. Et pour ce conseil de rentrée, le groupe Bordeaux en luttes en a posé cinq, plus que dans toute la mandature précédente.

Mais pour nous, c'est le moyen de faire rentrer la politique, de mettre sur la table ce qui nous importe. Par exemple pour septembre, cela nous a permis d'intervenir sur les squats et les sans-abris et la nécessaire réquisition des logements, sur la crise sanitaire et l'urgence de développer le service public de santé comme d'éducation, sur les discours sécuritaires et l'urgence des réponses sociales à la précarité, sur la nécessaire rupture pour répondre à l'urgence écologique. Et tout cela, en construisant, et en renforçant nos liens avec les milieux militants anticapitalistes et associatifs, sociaux, écologistes ou culturels, pour faire notre « travail » qui consiste à relayer les colères et les mobilisations, pour au bout du compte tenter de faire bouger des choses. À suivre.

Béatrice Walylo et Philippe Poutou

Bande dessinée

Quino, le créateur de Mafalda, est mort

Le 29 septembre 1964 sortait la première planche de Mafalda dans l'hebdomadaire « Esto Es » de Buenos Aires. Le 30 septembre 2020, Quino, le père de Mafalda, décédait à l'âge de 88 ans. Grâce à la fillette brune au nœud rouge dans les cheveux, délurée, progressiste, pacifiste, antipatriarcale et anticléricale, Joaquín Salvador Lavado Tejón dit Quino aura marqué des générations entières de contestataires et pas seulement en Argentine.

À l'âge de 18 ans, Quino débarque à Buenos Aires, en provenance de sa province natale de Mendoza, avec une vocation : faire de l'humour et des bandes dessinées. Mais c'était les années 1950, et personne ne le publiait.

Des débuts difficiles

Des années difficiles, qui ne l'ont pas arrêté dans son travail. En 1954, il place une première bande dessinée et déclara plus tard que « le jour où j'ai publié ma première page, j'ai passé le moment le plus heureux de ma vie ». Ce n'était que le début d'un long combat pour représenter la réalité contre les injustices et les inégalités. Avec Mafalda et l'ironie à fleur de vignettes, il a créé la fille la plus critique d'une société patriarcale. Incisive, interrogatrice, réfléchie, mordante, Mafalda, fille d'une famille de classe moyenne,



reflète les contradictions d'un monde plongé dans un tourbillon de guerre et combat par l'humour les politiques bellicistes des puissants, l'action de la police. Une approche micro et macro, politique et sociale à la fois. Rien n'échappe à la fillette avec son gang d'amis : Felipe, Manolito, Susanita et son petit frère Guille.

Un succès planétaire

Traduite en plus de 30 langues, Mafalda est un énorme succès international. Pourtant Quino, gagné par la lassitude du travail en série, refusa de poursuivre l'aventure dès 1974 et retourna à des œuvres sans personnage récurrent où les problèmes d'inégalités sociales, d'injustice, de corruption, de guerre et de préservation de l'environnement restent au centre des préoccupations de l'artiste qui se liera d'amitié avec Wolinsky et l'équipe de Charlie première période.

Quino fut l'invité d'honneur du festival d'Angoulême en 2014. Déjà malade, il ne put se déplacer pour inaugurer l'exposition qui lui était consacrée. Il répondit cependant par écrit à une interview.

Un politique très fin

Il déclara ainsi à propos de Mafalda : « Les questions qu'elle se pose sur

la société parlent encore aux lecteurs d'aujourd'hui et sa vision reste d'une surprenante actualité et cela me surprend de voir que mes dessins réalisés il y a 40 ou 50 ans correspondent à des problématiques contemporaines. Ainsi, l'an dernier, des épisodes de Mafalda sont sortis en Italie, déclinés par thème, politique, économie... Et c'était incroyable comme mes dessins semblaient faire directement référence à la campagne de Berlusconi ! L'humour est universel. » Et surtout immortel. En France, l'intégrale de Mafalda¹ est souvent en rupture de stock mais continuellement rééditée. Quino, l'idéaliste, rêvait de changer le monde pour un avenir meilleur et pensait y contribuer modestement. Donnons-lui raison !

Sylvain Chardon

1 - Chez Glénat, 696 pages inoubliables, pour 29 euros.

Exposition

Le Congrès de Tours et la scission de 1920 : un acte fondateur

Musée de l'histoire vivante de Montreuil : <http://www.museehistoirevivante.fr/>.



Mais pourquoi donc aller voir une exposition sur le centenaire du congrès de Tours qui verra l'explosion la social-démocratie du 19^e siècle et la naissance du Parti communiste ? Eh bien parce que cette scission voit la naissance d'un parti réellement révolutionnaire, inspiré par la jeune révolution d'Octobre 1917. Les révolutionnaires de 2020, après maintes péripéties, en sont héritiers.

Grande guerre et révolution russe

L'exposition présentée par le Musée de l'histoire vivante de Montreuil (MHV) n'évoque pas uniquement le congrès de Tours en 1920 mais la période de 1914 à 1924. Les premiers documents annoncent la catastrophe qui vient : la Grande guerre, ses millions de victimes et la trahison du Parti socialiste qui plonge dans la fange patriotarde de l'Union sacrée. Le travailleur allemand n'est plus, à ce moment terrible, un frère exploité par le capitalisme. Il devient le boche, le vert-de-gris, le schleu, l'ennemi des travailleurs de la patrie France. Cette année est aussi celle de l'assassinat de Jean Jaurès, fondateur de l'Humanité (1904) et initiateur de l'unification de divers groupes socialistes en 1905, sous le nom de Parti socialiste (SFIO). Puis après quatre années de boue, de misère et de mort, la révolution prolétarienne a triomphé en Russie. Beaucoup de militantEs sont passés de l'incantation révolutionnaire du Parti socialiste depuis sa fondation à la soif de justice sociale par une réelle révolution, un acte devenu concret en Russie des soviets. En soumettant au vote de l'assemblée du congrès l'adhésion du Parti socialiste à la III^e Internationale et à ses 21 conditions, la scission était inévitable. Ce ne fut pas une catastrophe pour le mouvement ouvrier. Au contraire, c'était la naissance d'un nouveau parti au service de la classe ouvrière et ayant pour but non seulement la Révolution, mais aussi de révolutionner la société.

Affiches, journaux, photos

De salle en salle, l'exposition nous fait traverser la décennie 1914-1924 grâce à de nombreux et très rares documents originaux : affiches, journaux, photos, lettres manuscrites... Le musée remet aussi des noms sur les visages des délégués anonymes grâce à une très belle série de photographies. On peut aussi voir cet unique film de trois minutes qui montre l'arrivée des délégués au congrès. Enfin, dans la dernière salle, l'équipe du MHV a fait reconstruire, à un échelle moindre, la salle du Manège à Tours (détruite en 1940). Et là chaque visiteur, après avoir déambulé entre les documents et s'être imprégné des débats de l'époque, peut voter pour l'une des 3 motions présentées au congrès (par le biais d'un QR code).

Le MHV est un habitué des expositions de grande qualité sur l'histoire du mouvement ouvrier. RaDAR (<http://association-radar.org/>) lui prête régulièrement des documents. Si les expositions sont la première raison de venir au MHV, la seconde, c'est le cadre : une maison bourgeoise au cœur d'un très beau parc.

Pour celles et ceux qui ne peuvent pas venir voir l'exposition, il y a aussi un très beau catalogue de 184 pages pour 19 euros. Fred Gambas

Essai

Thomas Piketty : une critique illusoire du capital, d'Alain Bihr et Michel Husson

Page 2 / Syllepse, 196 pages, 10 euros.

l'exploitation de la force de travail, et qu'il le réduit à un « propriétéarisme ». Piketty s'intéresse donc avant tout aux rapports de distribution et aux inégalités de revenu et de patrimoine, inégalités que l'on peut mesurer (il y a d'ailleurs fortement et utilement contribué par son travail statistique).

«Socialisme participatif» ?

Pour saper le pouvoir des propriétaires et ses conséquences nuisibles, soutient Piketty, l'essentiel est de s'attaquer à l'idéologie qui le justifie, ce qui permettra d'imposer des réformes. Il préconise ainsi un bouleversement, au profit des salariéEs, des mécanismes de décision dans les

entreprises, ainsi que des mesures fiscales pour empêcher la concentration des richesses et une dotation financière minimale accordée à tous les individus. Cela conduirait à un « socialisme participatif ». Bihr et Husson en soulignent les limites et le fait que ce programme réformiste ne permettrait pas une sortie du capitalisme. Son « socialisme » vise en fait à en compenser les « excès » sans remettre en cause les rapports sociaux de production qui en sont la base.

Piketty est devenu une « star » de l'économie. Dans le contexte actuel, pourquoi ne pas utiliser certains de ses arguments dans la bataille

impitoyable avec les capitalistes et leurs laquais politiques et intellectuels ? Mais autre chose est de s'illusionner sur sa vision du monde et les perspectives qu'il trace. Le livre de Bihr et Husson est un instrument fort utile pour ne pas tomber dans ce piège.

On lira enfin avec intérêt la postface du livre qui intègre la crise du coronavirus et souligne que, plus que jamais, il faut abandonner la recherche d'« alternatives astucieuses » (ce qui ne veut pas dire renoncer à l'élaboration programmatique) car ce sont en fait des affrontements majeurs qui se profilent.

Henri Wilno

Cinéma

Josep, de Aurel

Film d'animation franco-hispano-belge, 1h14 min, sorti le 30 septembre 2020.

Le dessinateur Aurel a réalisé son premier long métrage Josep et c'est une réussite, tant sur la forme que sur le fond. Josep, c'est Josep Bartoli, lui aussi dessinateur, un républicain espagnol qui a suivi l'exode massif, la Retirada, qu'a entraîné la victoire de Franco dans la guerre civile (1936-1939) : en quelques semaines (janvier-février 1939), 475 000 personnes ont passé les Pyrénées, accueillies par la « République française » dans des conditions ignominieuses.

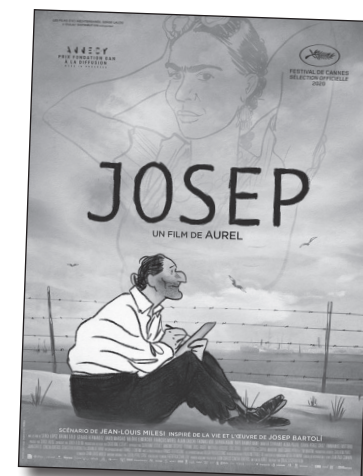
«Du fusil au crayon»

Des camps d'internement sont établis à la hâte sur les plages du Roussillon : les camps d'Argelès-sur-Mer, du Barcarès et de Saint-Cyprien sont construits à même le sable, par les réfugiés. Aurel fait

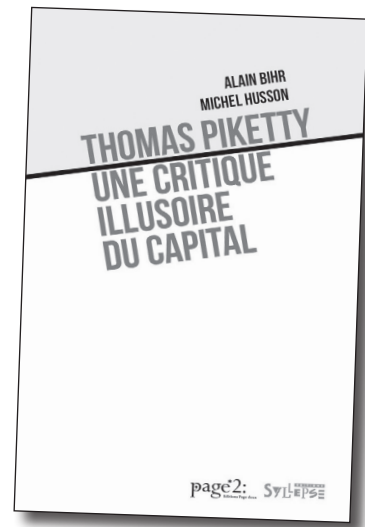
revivre ces camps surveillés par des gendarmes français assistés de « tirailleurs sénégalais » (en fait recrutés dans plusieurs colonies françaises d'Afrique).

Le film mêle fiction et réalité, dessins de Josep Bartoli et travail d'animation. Les dessins de Bartoli montrent la réalité épouvantable et sordide du camp (le camp de Saint-Cyprien « servira » ensuite pour les Juifs, et le peintre Felix Nussbaum racontera lui aussi ces détenus, ravagés par la dysenterie). Comme le dit Aurel, « Josep est passé du fusil comme arme au crayon ».

Le fil directeur du film est le récit du grand-père d'un adolescent qui a participé à la surveillance des camps. Plus humain que ses collègues qui multiplient brimades et brutalités à l'égard des internés, il aide Josep



et n'hésite pas à prendre des risques pour cela. Ce qui ne l'empêche pas de faire son boulot de gendarme, y compris pendant la guerre où il participera à la déportation des Juifs (tout en faisant un peu de résistance). Josep, un nouvel exemple de la capacité des films d'animation à traiter de sujets dits « adultes ». Un film à voir. HW



Thomas Piketty a successivement publié deux livres monumentaux (au moins par leur nombre de pages) : le Capital au 21^e siècle et, plus récemment, Capital et idéologie. Ses critiques de la propriété et des inégalités lui ont valu des attaques acerbes à droite mais n'en font pas pour autant un penseur susceptible de renouveler la réflexion sur le socialisme.

Piketty ne comprend pas ce qu'est le capitalisme

Le livre d'Alain Bihr et Michel Husson résume les thèses de Piketty et les confronte à un marxisme non dogmatique. Piketty accorde un rôle déterminant aux évolutions idéologiques, tandis que les rapports de production, les rapports entre les classes et les rapports sociaux dans leur ensemble sont réduits à un « contexte » dans lequel se déploient les affrontements idéologiques. Ainsi, dans chaque société, c'est l'idéologie qui déterminerait les inégalités. Si, en Europe et aux États-Unis, on a assisté à partir de la fin des années 1920 à la montée d'un capitalisme plus organisé et plus « social », qui a ensuite été systématisé de la fin de Seconde Guerre mondiale aux années 1970, ce n'est pas, pour Piketty, du fait des impasses du capitalisme, des luttes sociales... mais parce que les idées auraient évolué. Les auteurs soulignent à juste titre que Piketty ne comprend pas ce qu'est le capitalisme, un système économique particulier fondé sur

« Les gouvernements successifs ont délibérément sacrifié la psychiatrie publique »

Entretien. À l'occasion de la tenue du 35^e congrès de l'Union syndicale de la psychiatrie, l'Anticapitaliste a rencontré **Delphine Glachant, sa présidente.**

L'USP vient de tenir son 35^e congrès, peux-tu nous la présenter en quelques mots ?

L'Union syndicale de la psychiatrie est un syndicat de psychiatres dont l'objet premier est de défendre la psychiatrie plus que les psychiatres. Une psychiatrie basée sur des valeurs humanistes, sur le respect des droits du patient et son émancipation, une psychiatrie ouverte sur la cité, qui concerne tous les citoyenEs. La psychiatrie de secteur, qui permet proximité et continuité des soins, est essentielle. Nous nous intéressons à la dimension politique de notre discipline, particulièrement en ce moment où tout ce qui concerne le soin à l'humain est écrasé et soumis aux règles du néolibéralisme.

Le congrès avait pour titre « La psychiatrie d'après ». La psychiatrie se trouve aujourd'hui à un moment critique, quelles en sont les raisons ?

Cela fait des années qu'elle a été abandonnée, notamment par des budgets à la baisse depuis au moins 15 ans, inférieurs au reste de la médecine. La diminution du nombre de lits d'hospitalisation sans compensation de moyens pour faire de l'ambulatoire à la hauteur des enjeux ; la baisse des effectifs ; l'appauvrissement des formations, tant pour les psychiatres que pour les infirmierEs... Tout cela a conduit à une forte dégradation de la qualité des soins que l'on peut apporter aux personnes souffrant de troubles psychiatriques, voire à leur expulsion de la psychiatrie publique. Cela a amené à une psychiatrie de plus en plus normalisante et sécuritaire, où il ne s'agit plus que de traiter le symptôme sans en comprendre la cause et le sens, les patientEs et les soignantEs souffrent beaucoup de tout ça. Les professionnels quittent le service public...

Ces dernières années, on peut dire que les gouvernements successifs ont délibérément sacrifié la psychiatrie publique. Et d'une manière générale ont attaqué tout ce qui a trait aux sciences humaines, à l'éducation...

Les pratiques ont été nivelées vers une psychiatrie plus médicalisée, protocolisée, s'accompagnant du recul de la prise en compte de l'humain dans toute sa subjectivité, son historicité. Les choses sont en train de prendre une tournure inquiétante actuellement, avec une hégémonie donnée aux neurosciences.

Le gouvernement affirme avoir pris en compte les difficultés de la psychiatrie, et y apporter des réponses en termes de « gouvernance » et de financement, qu'en penses-tu ?

Depuis le début de l'année 2019 et la mission Flash sur la psychiatrie de Martine Wonner, le gouvernement a décidé qu'était prioritaire une réforme du financement de la psychiatrie pour transformer le champ de la santé mentale jugé en perdition. Des travaux ont été menés dans ce sens avec différents partenaires mais en écartant l'USP et ses propositions : prise en charge à 100% par la sécurité sociale des frais de santé (sur la base des tarifs Sécu) et des dotations financières proportionnelles au nombre d'habitantEs sur le territoire, corrigées de données sociodémographiques (niveau de pauvreté, d'éducation, répartition des classes d'âge, présence d'autres services publics en place, notamment les transports...). Jusqu'à présent la psychiatrie est financée par une dotation annuelle de fonctionnement, la tarification à l'activité étant réservée à la médecine/obstétrique/chirurgie. Dans la réforme à venir, applicable à partir de janvier 2021, 15% de cette dotation va être liée à l'activité, privilégiant les entretiens d'orientation et de diagnostic et les prises en charge courtes. Nous allons devoir faire du rendement pour avoir des moyens. C'est le pied dans la porte pour imposer toujours plus d'activité dans le calcul des dotations, objectif clairement énoncé par le responsable de la « task force » du ministère qui travaille cette réforme.

D'autres aspects nous préoccupent, dont la conséquence sera de ne plus autoriser les prises en charge longues des patientEs les plus vulnérables, ce qui correspond à la majorité des patientEs suivis dans la psychiatrie publique actuellement.

Avec la fin annoncée de la politique de secteur, nous savons que le gouvernement organise la bascule du public vers le privé : toujours plus de consultations, de places en hôpital de jour, de services d'urgences, vont être donnés au privé, qui sera le grand gagnant de l'affaire avec toutes les conséquences qui s'en suivent en termes d'inégalités d'accès aux soins et de dégradation des prises en charge. Actuellement des unités de soins intra hospitalières ferment pour voir ouvrir, sur les terrains mêmes de l'hôpital ou de l'autre côté de la rue, des cliniques privées (Besançon, Amiens...)

Concernant la gouvernance, le « Ségur » n'apporte rien de significatif. Les médecins sont confirmés dans leur place de gestionnaires et managers ; les personnels non médicaux et les usagerEs n'obtiennent pas la place qui devrait être la leur dans les processus décisionnels à l'hôpital.

La psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent est tout particulièrement dans la tourmente ; ce fut l'un des moments forts de vos débats. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?

Nous avons appelé cette session « Pédopsychiatrie : crise ou effondrement » tant le sujet est grave. La



pédopsychiatrie était déjà sinistrée mais elle est maintenant mise à mort. La création de plateformes de diagnostic et d'orientation pour repérer les troubles neuro-développementaux des enfants en est l'illustration. Cela touche les CMPP¹ mais également les CMP² qui sont tenus de prendre en charge ces enfants quand ils ne seront pas orientés vers le libéral. C'est une totale mutation des prises en charge de l'enfant en souffrance qui est en cours. Le travail de réseau si important en pédopsychiatrie devient très difficile car toutes les structures sociales, médicosociales et l'école sont priées de se mettre au pas de nouvelles normes prônant l'inclusion mais ne respectant en rien la temporalité et la subjectivité de l'enfant. Les professionnels de la pédopsychiatrie sont très en colère.

Confinement, isolement, enfermement ont été aussi un des thèmes du congrès...

Le confinement lié à la Covid a imposé la fermeture quasi-totale des structures de soins ambulatoires. Cela a été source de repli sur soi et d'enfermement pour des tas de gens qui sont déjà en difficulté dans leurs relations sociales. Enfermement au domicile des personnes en soins psychiatriques, mais aussi dans les services de psychiatrie. Les mesures d'hygiène ont fait passer au second plan les soins psychiques. Dans certains endroits, des équipes se sont démenées pour créer des prises en charge alternatives intéressantes mais ce ne fut pas le cas partout. Concernant l'isolement et la contention, c'est une problématique d'une grande acuité. Non

seulement parce qu'elle est en hausse depuis plusieurs années, tout comme les pratiques liberticides qui ont envahi les hôpitaux (rapport de fin de mandat d'Adeline Hazan, contrôleure général des lieux de privation de liberté) ; mais aussi par la décision du Conseil constitutionnel de rendre illégales ces pratiques de privation de liberté à compter du 1^{er} janvier prochain sans l'avis d'un juge. Nous avons abordé ces questions au congrès ainsi que les effets secondaires de la loi de 2011 introduisant l'avis d'un JLD³ avant le 12^e jour, et la surpénalisation des malades mentaux. Nous avons invité le syndicat de la magistrature, le syndicat des avocats de France, la LDH, l'association d'usagers Humapsy et la sénatrice Laurence Cohen.

Pour conclure, comment l'USP envisage-t-elle les perspectives de mobilisation en psychiatrie et dans la santé ?

La lutte va être rude car nous avons affaire à des gens sourds et déterminés à voir disparaître le soin psychique. Mais nous sommes déterminés aussi. Nous pensons qu'il faut s'allier aux acteurs du social et du médicosocial ainsi qu'aux autres services publics laminés par ces politiques d'austérité. Nous travaillons aux côtés des syndicats et collectifs (parmi lequel le Printemps de la Psychiatrie, Convergence, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité) pour constituer une force de résistance et de reconquête d'un service public de santé de qualité qui permette l'accueil et les soins pour touTEs. Le « Ségur » nous a beaucoup déçus. Même s'il a permis des augmentations de salaires, dans le fond rien n'a changé. L'hôpital public est plus que jamais menacé.

Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier

- 1 - Centres médico-psycho-pédagogiques : structures associatives de soins ambulatoires pour enfant.
- 2 - Centres médico-psychologiques : structures publiques de soins ambulatoires, rattachées à un établissement hospitalier.
- 3 - Juge des libertés et de la détention.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MACRON RÉPRIME, AMNESTY DÉNONCE.

Un rapport accablant d'Amnesty International dénonce l'« acharnement judiciaire » contre les manifestants en France, et un système destiné à « réprimer » des personnes qui, souvent, n'ont pas commis d'infractions.

En 2018 et 2019, plus de 40 000 personnes ont été condamnées pour divers infractions et délits « sur la base de lois vagues », fréquemment « utilisées pour restreindre illégalement les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression », affirme l'ONG.

Son rapport de 56 pages documente des dizaines de cas de manifestants pacifiques « arrêtés arbitrairement » et « victimes d'acharnement judiciaire », selon Amnesty, pendant la période de mobilisation populaire des « gilets jaunes » et contre la réforme des retraites. [...]

« Les violences lors des manifestations sont une préoccupation légitime, mais il y a une volonté politique de faire des exemples et dissuader les gens de descendre dans la rue », juge Marco Perolini, chercheur pour la France à Amnesty International.

Les infractions, souvent formulées « de manière trop vague », amènent la justice à prononcer des sanctions « disproportionnées » contre des manifestants pacifiques, selon le chercheur. Par ailleurs, « les manifestants se retrouvent régulièrement arrêtés et poursuivis pour "regroupement en vue de participer à des violences" sur la base de simples soupçons », ajoute-t-il.

Selon les statistiques officielles, 1192 personnes ont été condamnées pour cette infraction en 2019. Selon Amnesty, la répression des manifestants s'est accrue avec l'adoption de nouvelles lois, notamment celle d'avril 2019 pénalisant des comportements qui ne constituaient pas auparavant un délit, comme se couvrir le visage.

En 2020, la crise sanitaire a été l'occasion d'étendre davantage les restrictions au droit de manifester : selon l'ONG, 85 personnes ont été condamnées à des amendes pour avoir manifesté en mai et juin.

Agence France-Presse, « Amnesty dénonce l'« acharnement judiciaire » contre les manifestants en France », 29 septembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org